

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LIII, No. 5 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 20 - 27 mars 2024

FINIE LA CARRIÈRE POLITIQUE D'ARIEL HENRY Sous enquête aux USA; Y ap fouye zo kan kalalou Ariel Henry risque de ne pas être seul...

Par Léo Joseph

Les dirigeants haïtiens ont toujours eu de bonnes relations avec le gouvernement américaine. Mais il semble, bien que Ariel Henry ait été l'homme du pouvoir le plus proche de la Maison Blanche, il commence

à apprendre quand on a des intérêts communs avec les «gros potentats» de Washington, il faut se garder d'y investir toute sa confiance. Il semble que, entre Ariel Henry et l'équipe Biden, le charme est rompu. Après bientôt plus de 25 jours hors d'Haïti et qu'il

n'est plus maître de ses mouvements, il se rend compte que toute la vérité ne lui a pas été dite concernant ses relations avec le «Blanc».

Depuis que le neurochirurgien s'est rendu compte que, bloqué à l'étranger, se séjour en terre étrangère n'al-

lait pas se révéler en rose, ou en compagnie de «gens intéressants». En tout cas, alors qu'il aime s'éloigner du pays, histo-

blocage à San Juan, Porto-Rico était, le rend inéligible à continuer d'avoir des prétentions sur ce privilège. Surtout

L'ANARCHIE ET LE CHAOS S'INSTALLE EN HAÏTI Pas de gouvernement, Les institutions étatiques aux arrêts Les gangs armés attaquent ou ils veulent...

Par Léo Joseph

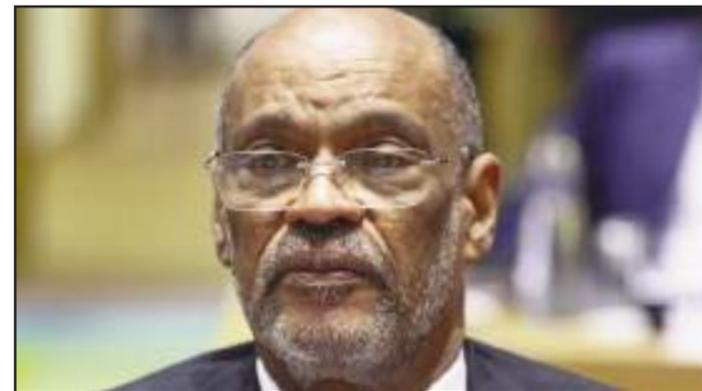
Bien que avant de pour la Guyane et Kenya, le Premier ministre de facto a confié la gestion intérimaire du pays entre les mains du ministre des Finances et des Affaires économiques, Jean Patrick Boisvert, sans même savoir qu'il n'allait

plus revenir dans son pays, il semble que personne n'a d'autorité pour diriger ce pays. N'était-ce les policiers, qui mènent des attaques contre les malfrats, personne ne saurait que des gens vivent encore à Port-au-Prince.

Depuis l'attaque dirigée sur la plus grande prison

d'Haïti, le Pénitencier national et la plus moderne du pays, celle de Croix-des-Bouquets, ayant favorisé l'évasion d'environ 4 000 détenus, les malfrats retournent à la charge presque quotidiennement. Cela veut dire que le chaos et la terreurs s'installe et tout le

Suite en page 2



Ariel Henry, il semble que ton monde soit totalement à l'envers.

re de se donner l'occasion de toucher ses «perdiem», il n'a pas tardé à conclure que la manière dont s'est effectué son

qu'il avait fini par comprendre que les agents du Federal Bureau of Investigation (IBBI) Suite en page 2

LE CHEMINEMENT DE L'INSÉCURITÉ EN HAÏTI

Petit à petit, les gangs armés ont démoli la Police

Collaboration de policiers, instrumentalisés par des dirigeants et hommes d'affaires...

Par Léo Joseph

L'insécurité, qui s'était installée timidement, en Haïti, dans la foulée des Nations Unies, dont la mission était négociée par la communauté internationale, tout comme elle est en train de mettre le Kenya à l'œuvre présentement, s'est renforcée au point que mène cette forte force de sécurité d'Afri-



Frantz Elbé, il n'a rien fait pour préserver la Police.

que ne peut pas se décider de prendre cette responsabilité. En réalité, les secteurs, qui ont créé les bandits, ont franchement perdu leur con trôle. Grâce à la coopération de policiers œuvrant dans la clandestinité, ces secteurs sont totalement dé passés par la pègre. De même, ceux qui se proposaient d'instrumentaliser les criminels, à des fins politiques, et pour

Suite en page 2

HAPPENINGS!

The chaos unleashed by the gangs in Haiti has led to a new awakening beyond the borders of that martyred land

By Raymond A. Joseph

To say that Haiti is in shambles since the gangs launched their coordinated attacks last February 29, mainly against Haiti's capital of Port-au-Prince, would be an understatement. But the reactions of Haitians in the widespread Haitian diaspora are very comforting.

All of a sudden, the history of Haiti is being told in a way that reminds me of the campaign I had undertaken in 2010, after the devastating earthquake of January 12, which flattened Haiti's capital and surrounding areas as far as 30 miles away. That earth-

quake had hit only 5% of Haiti's landmass, but economic damages, as calculated by some economists amounted to 80%. That underscored how the centralization of almost all activities in Haiti's capital was detrimental to the country.

Enters CBS reporter Vladimir Duthiers

In that light, I was very much impressed by what I heard on a short history lesson by Vladimir Duthiers, the CBS reporter of Haitian ancestry. It was on Monday morning, March 11, and Mr. Duthiers was responding to a colleague's question: "How did

Continued to page 7

FINIE LA CARRIÈRE POLITIQUE D'ARIEL HENRY

Sous enquête aux USA; Y ap fouye zo kan kalalou

Ariel Henry risque de ne pas être seul...

Suite de la page 1

lâchés derrière lui vingt-quatre heures sur vingt-quatre, n'avaient pas pour mission de lui rendre la vie agréable.

Alors que, durant les deux premières semaines tous les Haïtiens, ceux en diaspora comme ceux restés au pays s'acharnaient à trouver des informations sur Ariel Henry, d'aucuns pensaient que les événements entourant ce der-

nier voyage du Dr Henry, d'abord à Georgetown, en Guyane anglaise, puis à Nairobi, au Kenya, autorisaient à croire que quelque chose ne tournait pas bien, et qu'il fallait surveiller de près ce qui se passait avec ses « patron ».

En effet, les dernières informations venant d'Ariel Henry ont changé, lundi après-midi, par rapport à ce qu'elles rapportaient, pour dire que M. Henry « était sous arrestation », ajoutant qu'il a laissé l'hôtel

ou il s'était logé, à l'Hôtel Marriott.

En détention pour enquête

À part le fait qu'on sait qu'Ariel Henry a été mis en état d'arrestation par le FBI, on connaît peu de choses du cas. Toutefois, des personnes, qui prétendent qu'il s'agit d'un dossier de pot-de-vin et de corruption, qui apportera des centaines de milliers de dollars de profit au du bénéficiaire.

Une personne qui a des amis évoluant proche du dossier dit avoir obtenu certaines précisions relatives à ce cette affaire laquelle, en route pour le Kenya, à la fin du mois de février, il devait faire un détour à Paris, en vue d'une discussion avec le représentant de la compagnie dont Ariel Henry aurait touché cette somme d'argent, qui se chiffrait à des centaines de milliers de dollars.

Selon une autre personne, qui passe pour un proche d'un

des enquêteurs impliqués dans ce cas, le Premier ministre de facto déchu était sous hautes surveillance et qu'il avait la chance de communiquer avec, au moins un de ses collaborateurs qui connaissent bien l'affaires. Dans tels cas, il y a de fortes chances que individus dans son ancien gouvernement aurait pu tremper bien les tournants et aboutissants de l'affaire.

L. J.

L'ANARCHIE ET LE CHAOS S'INSTALLE EN HAÏTI

Pas de gouvernement, Les institutions étatiques aux arrêts

Les gangs armés attaquent ou ils veulent...

Suite de la page 1

monde cherchent leurs moyens de quitter Haïti.

Les diplomates quittent

Il est possible que les représentations diplomatiques en Haïti laissent la capitale haïtienne ne voulant pas courir de risques

de se défendre contre les gangs armés, qui attaquent tout ce qui bouge. Sans état d'âme. Cette condition créée par les criminels met tous les diplomates en branle. C'est pourquoi, toutes les missions diplomatiques prennent des dispositions pour mettre le voile loin d'Haïti.

L'aéroport Toussaint Louverture toujours fermé, l'ambassade américain a affré-

té un vol., dont le premier voyage s'est effectué hier (19 mars). Selon toute vraisemblance imiterons les Américains. D'autres diplomates traversent la frontière par hélicoptère. On entend que l'ambassade d'Allemagne, de de Taïwan, le Canada a fermé son ambassade, ainsi que la France. C'est aussi la décision de l'ambassade dominicaine.

Au fait, toutes les représentations diplomatiques en poste en Haïti son mode déménagement.

Des morts chaque jour

La campagne de terreur décrétée par les hommes armés ne chôme pas. chaque jour, les bandits tuent des personnes innocentes. Pas moins que six innocentes victimes sont exé-

cutées sont exécutées quotidiennement.

Ces criminels, qui ont également lancées une campagne terroristes contre plusieurs quartiers aisés de la capitale ont pillé, puis incendié la seconde résidence directeur général de la Police nationale, celle de la mère du ministre de l'Éducation nationale Mesmy Manigat avant de la brûler.

LE CHEMINEMENT DE L'INSÉCURITÉ EN HAÏTI

Petit à petit, les gangs armés ont démoli la Police

Collaboration de policiers, instrumentalisés par des dirigeants et hommes d'affaires...

Suite de la page 1

régleur leurs comptes avec leurs ennemis politiques ou leurs compétiteurs, dans quelques domaines que ce soit, en sont trop souvent les victimes. Finalement, tous les secteurs qui ont contribué à construire les bases de criminels, en sus de les armer, pourvoir en munitions, et même en influence, ne sont plus les patrons qu'ils étaient au départ.

Après avoir tenu le haut du pavé avec des attaques de tous genres, sans ripostes vraiment convaincantes, ni de représailles dignes de la force de sécurité méritoire d'un pays



Au moins pas de commissariat manquant sous sa garde.

souverain, comme était la Police, quand elle faisait partie des Forces armées d'Haïti (FAd'H). Aujourd'hui, les rôles sont renversés. Les bandits constituent une seule des troupes d'hommes tenues bigarrées, mais armés d'armes de guerre, face à un corps de police, sous armé et sous-payé poignée, dont certains guettent l'occasion de se donner les moyens d'allonger leurs mensualités, car tous les moyens sont bons. On comprend pourquoi trop souvent des policiers se laissent séduire par des chefs de gang affichant leur « généralité ».

En raison d'un salaire insuffisant reçu de l'institution

policrière, celle-ci ne peut assurer l'intégrité de tous ses membres au travail. Voilà pourquoi trop souvent les opérations de la Police contre les gangs, quoi que sous le sceau du secret, sont fuitées dans les foyers des criminels, mettant la vie de nombreux policiers en danger et faisant avorter plusieurs sorties contre les foyers des criminels. L'accumulation de telles mises en déroutes de policiers ne fait que miner leur confiance.

Les raids contre les positions des gangs de plus en plus difficiles

Suite en page 5

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

The Seizure of Haiti by the United States

[a report by Frederick Bausman] suite 1

Entre (), schisme sans arrêt dans la pratique de cette digression où j'évite le sujet en cours pour insérer la 2^e résonance à la chronique. L'intérêt vaut le laps irrationnel. Le concerné est mesquin 'mandax'. Je ne vois l'espoir de ces É.-U., dans les faits. Le modèle immanent vient du ver du fruit. Le FBI originel de T Roosevelt né de Charles-Joseph Bonaparte, p'tit neveu de Napoléon l'esclavagiste, modèle où l'on voit plus tard Sarkozy-Chirac condamné se vanter en bon vin. Je dois me rendre à l'évidence du temps de Selma, vécu. Aujourd'hui, Vivek-Trump accuse le FBI de J Comey, et l'inverse n'est pas nié. Mandax a violé manu militari la Rép. D'Haïti en 1915, fin de ().

Mise en situation Dois-je la définir dans les mots du Canada dans les archives du Wilson Center ?

With the situation in Haiti deteriorating and illegal emigration on the rise, U.S. policymakers apparently have seen no alternative to heeding the Henry government's call for an international stabilization mission, a view also shared by the United Nations. But the United States seems prepared only to provide logistical and financial support, not the needed boots on the ground. For those, together with other countries, possibly from the Caribbean^a. Sans interprétation ni traduction, le Canada étant bilingue, les-U.... !

Notons que les actes dans l'illégalité. Du Canada et des-U., ne sont décrits sinon une immigration haïtienne due à leurs mots : acting president Ariel Henry, non pas PM de facto désigné non assermenté selon la Constitution d'Haïti. Preuve à l'appui.

Je reviens à la 1^e mise en situa-

tion de la première réflexion de la semaine Écoulée, le Code noir Ch. 1 Disposition générale, Art. 2.: 'est défendu [...] d'importer dans les Colonies françaises des Noirs destinés à l'esclavage. Ne sont pas compris [...] les esclaves portés de colonie [...] française. L'origine des esclaves [...] sera justifiée par certificat de Douane^a. Fin de P.9 Cet extrait est isolé des autres articles en page 11, pour une réflexion lucide stricte.

Quel état d'esprit en lisant ce document en 2024 ?

Haïti, forte d'une diplomatie inclusive et complémentaire avec ses forces civiles, a fait rapatrier l'invasion militaire américaine en août 1934.

Amérique' du Nord se résume-t-elle en une simple Diplomatie-de-Banane ?

Motion : le Rapport Bausman se trouve aussi, mais avec restriction de licence limitée aux membres de l'institution, à la / Si la propagande touchait et passait par les arts et par la culture, les publications aux archives étalent de comportements macabres tant le sujet était ouvert et public en matière de crime prémédité. Les relations médias ne sont pas moins politisées ni plus intelligentes dans le post moderne si l'on considère ceci : «Canada Must Lead an Intervention in Haiti», by - February 21, 2023

. C'est clairement un activiste en quête de sensationnalisme politique pour se trouver une place, dans l'ignorance d'un sujet qui de toute évidence semble le lier. Il nous va de l'apprécier comme un slogan au parfum de cannabis tiré de la propagande ignare. Tel est le pas de ceux de l'époque qui avaient contribué à placer : femmes et enfants autochtones en pensions religieuses, après leurs avoires ôtée culture, vie, patrimoine.

La Diplomatie canadienne orientée par le premier ministre en poste, est de ce même pas. Celui de la coercition avec construction de prison en Haïti, d'où ses résultats.

Jouons donc le jeu de gré, cela ressemble-t-il avec l'entourage de la même espèce proche du premier ministre canadien actuel, après Dimitri Soudas près de Harper, et dont sa femme proche de Justin Trudeau ?

Aussi ignore-t-il les éléments soulevés dans le Rapport F Bausman. Ce sont les tares à l'origine de l'esclavage déshumanisant de la France, présent dans le Code noir, au su des Américains, qui ont laissé des séquelles, moult documents officiels corroborent.

Si le fruit ressemble à l'expression politique appropriée, quel modèle de..., sur Haïti ?

C'est le même portrait type que l'on déniché bien avant ce rapt programmé dans les pensées, mais que le Rapport Bausman démontre. Eugène P. Lyle Jr dans World Works Magazine ne l'avait décrit entre 1890 à 1910 : *what shall Haiti's future be ?* Principes légaux (É.-U.) violés par le gouvernement kleptomane au pas de mensonges du *mandax*.

Le Rapt, qu'en était-il ?

Ce sont d'abord des humains qui ont volé à d'autres humains leur patrimoine malgré la déclaration de Thomas Jefferson sur le droit à la liberté chez eux. Ce rapport a critiqué au nom de l'Amérique, la France qui dit-on aurait fait assassiner Félix-Roland Moumié par empoisonnement à l'Hôtel Intercontinental à Genève. Il y a là l'instinct mégalomane pour lequel on a trouvé le mot pour le qualifier par l'État. Quand c'est collectif dans la cité, c'est la tare pathogène ou un vol qualifié qu'il faut quantifier sur l'étagère des États, et dans le

temps. Il faut s'activer en politique alors pour évacuer le mal par ses sbires séculaires.

Quel est l'état mental du sujet en faisant le rapt ?

Il l'a fait auparavant, et après. Aussi, systématique à Hawaï, au Nicaragua, à la RD, pour ne jamais restituer le fruit du vol. Il n'y a plus de diplomatie ici, disons-le sans détour. Il n'y a pas de droit non plus, et invoquons là ce qui est un automatisme chez le criminel, puisque c'est un crime décrit de sa propre charte fondamentale servant à *inculper* les contrevenants. Non pas D Trump puisqu'il est encore libre, alors qu'il criait la peine capitale pour des Noirs inculpés. *Politique énoncée depuis Jack Smith ?*

Où était donc ce Canada quand en 1921, la France présenta le 4 juillet à la SDN, la conférence (C.223 (a). M. 162 (a). 1921. IV.) / [C, T. F. E. 36 (a).], à Genève, sur la traite des femmes, des enfants pour attendre presque un siècle, d'autres mensonges de Justin Trudeau en simulacre cette fois-ci sur les femmes autochtones disparues ou les enfants placés en orphelinats canadiens religieux aux yeux de tous, quand on place en contingence les biens saisis d'États tiers sans se porter garant de soi-même par des actes dans les faits ? *Je lis ici à travers l'affaire Omar Khadr en Cour suprême.*

N'est-ce pas cette même France présentatrice qui moins d'un siècle plus tôt de cette conférence (1921), pratiqua l'esclavage déshumanisant décrit par ce même Rapport F Bausman, contre hommes femmes enfants, systématiquement retenus en colonie d'autrefois appelées *outremer* au jourd'hui, sans réparation à même son territoire ?

Cette même France du colonel Malenfant racontant la version des colons : «*disent hautement que le seul moyen de reconquérir cette île, est d'y ramener l'ordre et la prospérité, est d'y envoyer une armée formidable, et d'exterminer tous les mulâtres et les nègres*». «*Ces colons propriétaires savent qu'en l'an 10, j'ai présenté, au général Leclerc un Mémoire destiné à l'éclairer dans l'expédition dont il*

avait le commandement», dans *Des colonies, et particulièrement de celle de Saint-Domingue ; Mémoire historique et politique (Paris août 1814 - Audibert, lib., rue de la Colombe, n° 4, en la Cité. Je note à ce sujet que Leclerc édifié s'est perdu, et par la suite, Rochambeau général renforcé est évincé, quand 300 Marines seulement ont en complicité semé la mort en Haïti par la pensée d'Eugène P Lyle Jr (World Works Magazine) in «what shall Haiti's future be ?»*

L'Haïtien aux É.-U., et d'origine aussi, est ici appelé au devoir comme F Bausman, car tout essai d'invasion militaire étrangère pour appuyer la police ou par les militaires est une violation. Le Kenya dont le Parlement a hissé la question par sa constitution a besoin de mesurer, ce qui invitera l'Haïtien global, à se faire de la politique *glocale* active, défendre sa JÉRUSALEM née de l'Union sacrée des Noirs et des Mulâtres !

Reprenons par le Kenya dont le Parlement hisse la question en sa constitution, a besoin de mesurer ce qui invitera tout Haïtien *worldwide*, à se faire de la politique locale internationale active pour défendre son droit d'existence. Où sont-ils à Gaza ?

En référence avec le Rapport F Bausman, au dossier 10.675 (The Haitian Centre for Human Rights et al. v. United States, Case 10.675, Report No. 51/96, Inter-Am. C.H.R., OEA/Ser.L/V/II.95 Doc. 7 rev. at 550 (1997). March 13, 1997) qui démontre en date du 13 mars 1997 [source Inter-American Commission on Human Rights () / On May 7, 8, and 13, 1990, forty-three (43) returnees, including some Haitians who had been detained in Immigration and Naturalization Service's (INS) Krome Detention Center in Miami, Florida, were immediately arrested by Haitian military authorities upon their arrival in Port-au-Prince

Les risques de sévices politiques et militaires de 19, la faisabilité d'action politique citoyenne, civile, légale contre les administrations et pratiques illégales américaines.

Fin de la seconde réflexion!

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

POÉSIE

Nostalgie

Par William Savary

Je me souviens de la capitale et son ambiance de fête
Depuis la patinoire jusqu'à la rue des Fronts Forts
On s'arrêtait à Cabane Choucoun pour danser
Les croyants allaient prier à l'église Saint-Pierre,
Aux mosquées, aux temples ou dans un onfò quelque part ;
Les athées riaient du chemin de croix en mémoire de
l'homme
Crucifié par Rome que font les chrétiens pendant le carême.
Pour les jeux de société on alternait les lieux de rencontres

Pour aller en ville, on passait par la route de Bourdon,
Arrivés à Lalue, nous les enfants étions tout contents
D'aller chez Coles pour acheter des dragées et du chocolat,
Parvenus devant les Sœurs de Lalue ,
Au coin du Chemin-des-Dalles, nous passions devant
Les ébénisteries du trottoir, puis nous nous dirigeons
Vers le Lycée des Jeunes Filles et autres écoles secondaires
Nous apprécions ces lieux peuplés de belles demoiselles
Puis on allait aux Champs-de-Mars
Au Paramount retrouver nos pairs
Pour discuter de Sampeur, Lhérisson, Vilaire
Jacques Roumain, Jacques-Stephen Alexis
Firmin et autres grands écrivains en Haïti ;
Aux pieds des statues des pères de la nation
Qui inspiraient nos âmes rebelles.
On chantait la Dessalinienne
Au collège Saint-Pierre nous allions jouer au volley-ball,
Puis au Rex-Théâtre écouter le compas,
Juste à côté, au petit café, on s'offrait de la crème glacée.
Nous étions des athlètes étudiants
Qui apprenaient à nous émanciper.

Autour du kiosque Occide Jeanty
Où l'orchestre du palais jouait 1804,
Il y avait des cordonniers,
Des petits entrepreneurs soucieux
De nourrir leurs progénitures.

À HAMCO non loin de la rue Lamarre
La rue du Petit-Séminaire
Où nous nous rendions pour acheter de la charcuterie ;
Au Boulevard Jean-Jacques Dessalines,
Connu comme la Grand-Rue
Il y avait le marché Hyppolite.
Le boulevard était vibrant, achalandé et riche
Des magasins des deux côtés,
Bien approvisionnés
Et d'une propreté immaculée.
Pour les périodes de fin d'année,
Les signaux lumineux exigés par la présidence
Clignotaient. La ville était belle et joyeuse
Mais la dictature avait mis en place
Des pions qui étouffaient dans l'œuf toute résistance.

Chacun allait et venait, chacun avait une place.
Bien que les macoutes, maîtres de l'effroi,
Renforçaient la peur et assuraient l'obéissance.

Puis au Bicentenaire, droit au Bec Fin,
Pour un hamburger américain,
Prendre de l'air au Quai Colomb
Regarder aller et venir les grands paquebots
Débarquer et embarquer des touristes
Qui se rendaient et revenaient des casinos
À la recherche de l'exotisme.

Haïti fut une destination où il faisait bon de vivre
Même si c'était pour un bref moment.
Lumane Casimir chantait
« Haïti chérie, a la yon bel ti payi »
Ce fut le refrain au Théâtre de Verdure
Là nous nous rencontrions, nous l'espoir et l'avenir
Nous avançons à tâtons dans l'aventure de la vie.
Apprenant à marcher avec la tête haute et altière.

Au-delà du Bicentenaire en Plaine près de Damien
Nous allions pour l'équitation ou des parties de chasse.
À Luly nous nous rendions
Jouer des plages et faire des plongées sous-marines

Les gens du peuple ne marchaient pas pieds nus.
Ils pouvaient s'acheter des chaussures,
Et des sandales près de l'Hôpital Général .
Personne ne portait de vêtements usagés.
La dignité était placée bien haut
Sur un piédestal fait de bois gaïac et de chêne.
La ville était propre, les maisons peintes couleur de joie
On ramassait les ordures et sur les murs des rues
On peignait des fresques des héros de Vertières.
Pour le 18 mai les gens paraïaient et chantaient
L'hymne à la jeunesse. On la connaissait par cœur
" *C'est nous les grands et les petits
Demain la gloire d'Haïti...* "

Cinquante ans plus tard

Quelle cassure, je n'en reviens pas !
De l'aéroport Toussaint Louverture
Aux portes de la primature
Un aigle venant du Nord
Nous a joué des tours.
Et a mis en péril
Notre victoire à Vertières.
Les repères du pays sont détruits
On n'enseigne plus l'histoire,
Plus de paroles de Boisrond Tonnerre
Qui voulait la peau du colon pour parchemin,
Son crâne comme écritoire,
Son sang pour encre, et une baïonnette pour plume.
Les adolescents grandissent avec flemme,
Indifférents au prochain et sans amour du pays.
Ils ne songent qu'à obtenir un visa de sortie.
Ils ont appris à être avarés.
Ils ne vénèrent que le numéraire.
Les pages des livres de philosophie
Servent d'essuie-pieds.
La gloire que nous chantions sombre.
Aurait-elle perdu à jamais son lustre ?
Le ministère de l'Éducation
Et celui de la Culture
Ont-ils abandonné la nation
En cours de route ?

J'ai cherché en vain le manuel d'instruction civique
Qui dit que pour être chef et responsable du pays,
Il fallait une certaine noblesse de caractère
Une maîtrise de l'histoire du pays,
Du droit coutumier, de la jurisprudence,
Des *hwa*, des lois, de la constitution en vigueur;
Une maîtrise des affaires de l'État,
Et du rôle d'un pays au sein d'un monde multipolaire
Où évoluent en paix des nations souveraines.
Haïti est devenue un gros tableau noir
Suivez les actions de l'aigle !
Il essaie d'effacer tous nos points de repère.
Se prépare-t-il à réécrire notre noble histoire
Pour en faire une bande dessinée d'amateurs
Où nos héros sont présentés
Comme des criminels bons à vilipender ?
L'aigle et ses aiglons réclament
À la pointe de l'épée
Les richesses du sous-sol,
Des fonds marins et du littoral.
Ils exigent que le pouvoir desserve une minorité,
Que la majorité soit exclue de la prospérité,
Qu'elle soit maintenue
Juste au-dessus du seuil de la pauvreté extrême.
Il invoque la sécurité alimentaire,
Faisant semblant de vouloir mettre fin à la famine

Alors qu'il déverse sur le marché local
Des produits agricoles qu'il subventionne.
Il fait un plaidoyer pour qu'on légifère
Sur le salaire minimum
Car il est en faveur des bas salaires,
La dévaluation de la monnaie, de la culture,
Du foncier et des citoyens du pays.

Il est le chef d'orchestre d'une propagande affreuse
Qui ne dit pas son nom.
Les deux disent à longueur de journée :
Qu'Haïti est le plus pauvre de l'hémisphère,
Que les Haïtiens sont incapables
De se gouverner et de progresser,
Et qu'il faille mieux les mettre sous tutelle ;
Faire de leur pays un protectorat
Et venger ainsi la défaite de Bonaparte
Refaçonner la constitution de leur pays
Pour permettre aux étrangers
D'être propriétaires fonciers
Contrairement à la volonté
Et les vœux des pères de leur nation.

Il est question de prendre le contrôle de la vitrine d'Haïti
Détruire l'image du pays comme terre de liberté
Et décider eux-mêmes quelle image d'Haïti sera projetée
Là où des populations réclament leur souveraineté
Politique, alimentaire, juridique, sécuritaire
Et tout ce qui rend un peuple manifestement libéré.

L'aigle a-t-il l'intention de s'attaquer
De nouveau à notre souveraineté ?

Récidivera-il ?
Souvenez-vous qu'ailleurs il a déjà détruit

La souveraineté d'autres peuples.

Pour fonder sa patrie et étendre ses frontières,

Il a dépouillé les Indiens, les Mexicains
Hawaïens, Portoricains, Mauriciens.
Comme un cowboy engagé pour entreprendre la transhu-
mance
Il rassemble des peuples comme il aurait rassemblé des
troupeaux
Il les marque d'une estampe « MD » pour Monroe
Doctrine
Et les traîne dans des guerres permanentes,
Contre les forts et les petits,
Et tous ceux qu'il perçoit comme de potentiels ennemis.
Son seul souci est de conserver son pouvoir hégémonique ;
Il dit vouloir le faire au nom de la démocratie, l'antiterroris-
me
Et éclipser pour toujours les conflits.
Pour avoir mené tant de guerres d'agression dans sa courte
vie
Ne peut-il pas constater que ses actions troublent la paix ?
Que les jeunes meurent pour les intérêts des vieux ?
Se prend-il pour Zeus qui toujours choisit l'issue des com-
bats ?

Haïti debout, ressaisissez-vous ! L'ennemi est à la porte
Il est dans nos rangs; il a une cinquième colonne.
Il fragilise notre État.
Déterrez les *pwen* ! Sortez vos armes !
Aiguisez vos manchettes ! invoquez Ogou Feray !
Alertez les justes de l'International !
Qui respectent la souveraineté des peuples
Et qui donnent le respect où respect est dû.
Informez leurs organes !
L'aigle grappille plane sur une nation souveraine.

Port-au-Prince

2019

LE CHEMINEMENT DE L'INSÉCURITÉ EN HAÏTI

Petit à petit, les gangs armés ont démoli la Police

Collaboration de policiers, instrumentalisés par des dirigeants et hommes d'affaires...

Suite de la page 2

Si autrefois les criminels se mettaient à l'abri pour éviter des chocs avec policiers en expédition contre eux. Dorénavant, c'est plutôt le contraire. Les affrontements entre les forces de l'ordre se soldent par des blessures graves, à l'encontre de policiers, sinon la mort. Cette vulnérabilité des membres de la PNH est mise au compte de la destruction, ou démolition de telles installations pour les malfrats. Chaque commissariat, sous commissariat ou antenne, mis hors de service, rend la tâche globale extrêmement difficile pour les policiers. Au cours des dix dernières années, au moins 30 commissariats, sous-commissariats et autres installations ont été rendus inutilisables par de tels hommes. La destruction perpétrée sur les installations de la PNH se concentrent à la capitale, sur la zone métropolitaine. Bien que sur la capitale et ses environs.

En effet, voici ce qu'on dirait être une liste partielle

d'installations de Police mis hors d'état de service. Cette liste a été dressée par l'équipe « *Le Chapeau Toutterrain de Aller leur dire* ».

Les auteurs de ce document ont révélé que toutes ces pertes ont été faites sous l'administration de deux directeurs généraux de la PNH, Léon Charles Frantz Elbé.

Il est rapporté que le sous-commissariat de Martissant a été assiégé, dans un premier temps, avant d'être pillé par les criminels et laissé abandonner pendant divers mois, laissant les habitants sans Le commissariat de Cité-Soleil a été, à son tour, saccagé, pillé et forcé à l'abandon. Le commissariat du plus grand faubourg de la capitale n'a jamais repris du service.

Plus Tard, dit le rapport, le sous-commissariat de Cité Soleil, aciérie d'Haïti, a été assiégé.

Le sous-commissariat de Portail St-Joseph a été démoli, sous Léon Charles; tandis que

celui de Grand Ravine a assiégé, sous l'administration de Léon Charles, avant d'être abandonné. Non loin de là, à l'Habitation Leclerc, le sous-commissariat a été assiégé. Tandis que le sous-commissariat de Duvivier, un autre quartier de Cité-Soleil, a été également assiégé. Le sous-commissariat de Pernier a été démoli par les bandits, alors que Frantz Elbé est directeur général. À Savane Pistache, le sous-commissariat a été détruit par le feu, sous l'autorité de Frantz Elbé. Le même sort a été fait au sous-commissariat de Portail-Léogâne. Sous l'administration de Frantz Elbé encore, le sous-commissariat de Bon Repos a été aussi brûlé. Le sort identique a été fait au sous-commissariat de Titanyen, sous le directeur général Frantz Elbé.

À Liancourt, dans le département de l'Artibonite, le commissariat a été brûlé, sous l'administration de Frantz Elbé. Quant commissariat de Petite-Rivière Artibonite instant assiégé sous Frantz Elbé. Celui de Thomazeau a été incendié,

sous la garde de Frantz Elbé. Alors que le sous-commissariat de Morne à Cabrit a été assiégé., sous Frantz Elbé.

La liste des installations policières mis hors de service continue

Le nombre des installations rayées des la liste des commissariats, sous commissariats et antennes continue. On peut continuer avec celui de Bon Repos, qui été brûlé, alors que Frantz Elbé est directeur général.

Il faut souligner que certains établissements de la PNH sont abandonnés par son personnel, du fait que le quartier ou il se trouve n'offre aucune sécurité aux policiers. S'est, par exemple le cas du commissariat. Le sous-commissariat de Rivière Froide a été assiégé, sous Frantz Elbé; de même que celui de Morne à Cabrit assiégé, encore sous Frantz Elbé. L'antenne de Drouillard a été brûlé sous Léon Charles; aussibien que de la Piste/Route de l'aéroport et celui du Rond

point Bon Repos, qui a été abandonné sous Frantz Elbé. L'antenne de Carrefour Route 9 a été démolie, sous Léon Charles. Et antenne Shada abandonnée, sous Frantz Elbé. De son côté, l'antenne La Renaissance Route 9 est assiégé, sous Léon Charles; et antenne Carrefour Péan assiégé, sous Léon Charles. A La Saline, l'antenne est assiégée sous Léon Charles.

Aux Gonaïves, l'antenne à la Station est assiégée Léon Charles, Au Gonaïves, l'antenne Savane Désolée, aux Gonaïves est abandonnée, sous Frantz Elbé. De même que l'antenne du Bas-Morne St-Marc, qui est abandonnée, sous Frantz Elbé. A Santo 17, l'antenne est abandonnée sous Frantz Elbé. L'antenne Corail-Corail-Jérusalem est assiégée sous Frantz Elbé; l'antenne Christophe Chanel, à Carrefour, abandonnée, abandonnée, sous l'administration de Frantz Elbé. Le sous-commissariat Delmas 3 brûlé sous Frantz Elbé.

Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118

843 FRANKLIN AVE. (BET. UNION & HALEM) N.Y.

FRANTZSTUDIO.COM



Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!



Kreyòl

GRENN PWONMENNEN!

Kilè n ap janm chwazi dirijan Ayiti yo nan bonjan eleksyon ?

Depi lane 2016 lè te gen eleksyon, menm si se te youn bouyi vide, nan peyi Dayiti, afè eleksyon pa konte ankò nan kesyon chwazi mounn ki pou dirije peyi a. Se kòm si Ayiti pa bezwen eleksyon ankò, paske gen fason pi sofistike pou fè chwa mounn pou dirije peyi a. Poutan, yo kontinye ap di se youn peyi demo kratik, ki byen chita pami tout lòt peyi ki ansasen ap suiv sistèm demo krasi a, ki fè pati gwo òganizasyon nan Wachin tonn nan, ki rele Òganizasyon Eta Ameri ken (OEA). Antouka, semèn sa a, m ap denonse ipokrizi ki fèt nan kesyon Ayiti a, an kòmansan pa kesyon eleksyon yo.

Depi eleksyon bouyi vide kote yo te ban nou Nèg Bannann nan, Jovenel Moïse (Jovnel Moyiz), kòm prezidan nan lane 2016, jan nou sot di a, se kòm si yo te voye kle eleksyon an jete. Depi Moyiz te pase pye l aletriye, monte chwal pouvwa a, li pa janm fè youn eleksyon, jiskaske yo te ansasen l nan chanm akouche lakay li, nan dat 7 jiyè, 2021.

Li pa t janm fè premye eleksyon li te gen pou l te fè nan lane 2019 pou renouvle manda tout 118 depite yo ak manda youn tyè, sètadi 10 nan senatè yo. Epi rive nan dat 6 janvyè, premye lendi nan lane 2020, pa t gen Palman ankò, tout depite t al chita lakay yo. Pou l te ka elimine Palman an tout bon, ak fòs gwo ponyèt li, msye te ranvwaye 10 senatè, vin mete sou 10 lòt ke manda yo te bout. Kidonk Sena a te vin rete ak 10 senatè sèlman, pa gen sa yo rele kowòm pou apwouve okenn lwa.

Se konsa Prezidan Moyiz te montre tout mounn ke non li te bay tèt li a se sa menm : Apretye! Se sèl Bondye li respekte. Sa k pa kontan, anbake. Paske depi nan premye lendi mwa janvyè 2020, msye te kòmansé gouvènènan pa dekrè. Sa l di se sa k fèt.

Apretye pa t fè eleksyon pou okenn majistra, li te annik nonmen mounn li vle kòm « ajan Egzekitif », ki pa gen anyen pou wè ak sitwayen nan diferan vil ki ta fèt pou chwazi mounn yo ta vle pou dirije nan zòn lakay yo. Menmman parèyman pou mesye dam Azèk ak Kazèk ke peyizan ta dwe chwazi pou dirije yo, swa nan kesyon administratif, osnon lajistis nan zòn riral yo, sa mounn lavil yo rele peyi « andeyò ». Epi menm gwo otorite aletranje, sa yo rele « Kominote Entènasyonnal » la, Etazini devan, pa t janm rale fèy zòrèy Jovnel Moyiz, di l se pa konsa demokrasi fonksyonnen.

Ayisyen pa merite demokrasi, se Blan k ap chwazi pou yo

Ayisyen pa t konprann jwèt ki t ap jwe a, men pi devan nou pral wè ke se prepare Kominote Entènasyonnal la t ap prepare tèren an, jan yo di pawòl la, pou sa l te pral renmèt pi devan. Paske sanble ke gwo zouzounn aletranje yo pa kwè nan bonjan demokrasi pou Ayiti vre.

Epi se apre ansasinay Prezidan Moyiz la, nan dat 7 jiyè 2021, bagay yo pral vin eklèsi. Kòm nou konnen, 3 jou anvan an sasinay la, prezidan an te nonmen youn Premye minis. Se te Ariel Henry (Aryèl Anri), youn doktè-chirijyen, kivedi ki fò nan fè operasyon. Men se menm jou mèkre di ke prezidan an tonbe anba bal asasen li re pral enstale doktè a nan biwo Premye minis la, pou ranplase Claude Joseph (Klod Jozèf) ki te nan pòs la lè sa a. Epi msye te kenbe pouvwa a, sitou li te gen sipò dam ki rele Helen Ruth Meagher La Lime, reprezantan Sekretè Jeneral Nasyon Zini, ann Ayiti, ki te anchaj BI NUH, kivedi « Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti ».

Men rive nan dat 20 jiyè 2021, prèske 2 semèn apre

ansasinay prezidan an, gwo mesye etranje yo pral montre fòs yo. Sa yo rele CORE Group la, sendika Anbasadè nan Pòtoprens, ki vrèman travay sou lèzòd Wachintonn, pral regle bagay yo youn lòt fason. Avèk sa nou rele youn «*twit*» (deklarasyon yo me te sou entènèt la), yo mete Aryèl Anri Premye minis. Kanta pou Klod Jozèf, msye kouri rale kò l byen vit, anvan okenn woulo konpresè pase sou li. Jan nou wè l la, se pa demokrasi y ap suiv, ni kesyon Konstitisyon pa alamòd pou yo.

Jouk jodi a, pa gen pèsonn ki ka di pouki rezon se Aryèl Anri ki te soti ak gwo lo a. Li vin pa sèlman Premye minis, men Prezidan tou. Li se sèl chèf Egzekitif ann Ayiti, paske se sa CORE Group la di ki pou fèt. Kòm mwen deja di bliye Konstitisyon. Se sa Ameriken te vle, paske nou wè kijan yo kanpe djanm, dèyè msye, menm lè prèske se tout peyi a ki t ap bat chalbari dèyè Premye minis defakto a. Sè ke Wachintonn gen youn dizon ak Aryèl ke sèl yo menm yo konnen.

Eleksyon pa egziste, menm lè yo repete mo eleksyon an tout lasent jounen

Antouka, menm lè yo di nou ke Kominote Entènasyonnal la t apiye defakto a, paske l te pral fè eleksyon, pa gen pèsonn k ap konvenk nou ke yo te kwè vre ke de fakto a t ap debouye l pou l fè kras eleksyon. Dayè, depi sou premye eleksyon li te gen pou l fè

nan mwa novanm 2021, dekwa pou l te renmèt pouvwa a nan dat 7 fevriye 2022, li te bay koutba. Li te di akòz gang, pa ka gen bonjan sekirite pou l fè eleksyon. Men lè sa a, se sèlman Matisan, la anba bouch Pòtoprens, ki te sou kontwòl gang. Yo te pran kontwòl *Route Nationale No. 2* a, ki konekte kapital ak 4 depatman nan sa yo rele « *Le Grand Sud* » la : depatman Sidès (Jakmèl), depatman Sid (Okay), depatman Grandans (Jeremi) ak depatman Nip (Ansavo/Miragwán). Anplis de sa, yo te koupe kominakasyon ant kapital la ak 3 gwo vil nan depatman Lwès la, ki depann dirèkteman de Pòtoprens : Leyo gán, Gran Gwav ak Ti Gwav.

Alò, jan nou konprann sa byen. Si se gang ki te anpeche eleksyon fèt nan mwa novanm 2021, premye travay pou Premye defakto a te antreprann lè l te pran pouvwa a, nan dat 20 jiyè 2021 an, se lage koukouwouy dèyè gang Matisan yo, ki te enstale la depi nan dat premye jen 2021, menm anvan ansasinay Prezidan Moyiz la. Men Aryèl pa janm leve youn ti dwèt kont okenn gang. Okontrè, sanble travay msye se te enstale gang toupatou, pou bloke kapital la, ki pa gen koneksyon ak nan « *Le Grand Nord* » tou, paske gang enstale ka tye jeneral yo sou *Route Nationale No.1* an, anwo nan Kanaan. Epi gang 400 Mawozo kontwòle *Route Nationale No. 3* a, apati de Kwadèbòkè, ki lakòz kominakasyon antrave ant Plato Santral ak kapital la, ant fwontyè ak Repi blik Dominikèn tou.

Sa k pi bèl toujou, se sa k rive nan Pòtoprens menm. Se pa nou ki di, se Nasyon Zini ki met rapò deyò depi plizyè mwa pou di 80 pou san (80%) kapital la sou kontwòl gang. Kidonk, akòz gang ki blayi toupatou, Premye defakto a pa t arive fè kras eleksyon ke l te pwomèt epi. siyen pou l te fè diran lane 2023 a. Se sa ki te pral penmèt li renmèt pouvwa a, nan dat 7 fevriye ki sot pase a, bay prezidan ak ekip ke pèp la t ap chwazi a.

kesyon gang toupatou a pa bonjan pretèks pou l tou rete Premye minis AVI! Pale mwa d sa. Men kòm se gran mantè devan Letè nèl, pandan li te nan konferans Chèf deta CARICOM yo, nan peyi Guyana, ant 25-28 fevriye ki sot pase a, li te bay youn lòt gwo manti. Li di eleksyon pral fèt nan dat 31 out (dawou), 2025, dekwa pou l renmèt pouvwa a nan dat 7 fevriye 2026.

Antouka, tout bagay byen klè pou lemond antye, paske depi nan dat 29 fevriye ki sot pase a, gang yo montre se yo ki an kontwòl vre. Mwen pa bezwen di nou plis, paske nou tout konnen sa k ap pase ann Ayiti kounnye a. Se tout jounal, radyo, televizyon, rezo sosyo atravè lemond ki fikse sou Ayiti, paske menm gang sa yo ke Aryèl Anri te pran pretèks pou l pa fè eleksyon, se yo menm k ap montre l ke se yo ki chèf kounnye a. Pandan msye deja deyò, yo di l « *Deyò, Deyò Nèt!* »

Epi kòm eleksyon pa alamòd ann Ayiti depi lane 2016, e se Kominote Entènasyonnal la k ap rale fisèl jan l vle, yo deside fwa sa a se twòp atò, fòk gen youn *Komisyon prezidansyèl* ke yo mete sou pye nan vil Kingston an, kapital peyi Jamayik ki pral anchaj peyi a. Sa pa p fèt ak *twit*, menm jan yo te fè sa pou Aryèl Anri. Gen pwogrè ki reyalize. Se toujou atravè entènèt la bagay yo ap fèt, men kounnye a se sou *zoom*. Epi Premye defakto a di, osito *Komisyon prezidansyèl* la nonmen youn Premye minis, li pral bay demisyon l ansanm ak tout ekip ki nan gouvènman l nan. Antretan, l ap kontinye gouvènènan, l ap « likide « les affaires courantes », san dout pa *zoom*, apati San Juan, Puerto Rico, kote l kache nan youn chanm lotèl.

Anverite, Ayiti, ki nan dèyè kabwèt la vin pran devan tout lòy nasyon ki nan sistèm demokratik la. Nou pa bezwen eleksyon ankò. Se ak *twit* epi *zoom* bagay yo fèt kounnye a. Gras a Kominote Entènasyonnal la, ki anchaj Ayiti, menm a distanspe, paske yo pa soti pout wote kòn ak gang. Ala kote w tande!



DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

TASTE THE ISLAND

Haitian Bakery & Restaurant

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm

Friday 10:00 am - 10:00 pm

Saturday 10:00 am - 10:00 pm

Sunday 10:00 am - 5:00 pm

HAPPENINGS!

Continued from page 1

Haiti get like this?"

Of course, we know what was meant by the question, whatnot with gangs running amok, especially in Haiti's capital, creating a situation, where the country is cut off from the rest of the world, because the gangs have attacked various key institutions of the country, including the international airport in Port-au-Prince and two major prisons, releasing more than 4,000 inmates, some of them dangerous gang leaders.

The situation is such that foreign diplomats have managed to flee from Haiti by helicopters, via the Dominican Republic. Long before daybreak, on Sunday, March 10, the U.S. dispatched helicopters from the Southern Command, in Florida, to its Embassy in Port-au-Prince to airlift non-essential personnel out of Haiti, with extra military support for the security of the Embassy, in the upscale neighborhood of Tabarre, in Port-au-Prince.

Mr. Duthiers explained the origin of Haiti, the first Black nation in existence in the world, the second independent country in this hemisphere, second only to the United States. Such a feat by former slaves against the mighty French army was "a miracle of miracles," he said. And the country has been paying since 1804, for the effrontery of our Haitian ancestors, who freed themselves and became a beacon of freedom for all enslaved people.

Well, the descendants of the former slave masters demanded reparations for property lost, including slaves, no doubt. Imagine the victorious being forced, at gunpoint, to pay "500 million" to the vanquished. But not only France got to plunder Haiti. The U.S. also sent Marines to Haiti on December

17, 1914, before its invasion on July 28, 1915, to grab Haiti's gold reserve of "\$ 500,000" that went to precursor of Citibank of New York, to start operating on Wall Street. Thus, was Haiti impoverished from the beginning by the powerful of the world, who collaborated to cause the new nation to fail from the beginning. But he also mentioned the corrupt Haitian leadership that added to the country's deep poverty.

Mr. Duthiers said Haiti was not always like it is now. "In the 1950s and '60s, Haiti was very beautiful" like other islands in the region and attracted foreign visitors. But during the Duvalier dictatorship, people started to pour into Port-au-Prince, centralizing things in the capital. In a way, that was responsible for the thousands of deaths during the 2010 earthquake.

But Haiti can count on a "vibrant diaspora" in the United States and elsewhere, he said. And he pointed to "the crisis at the southern border," noting that "the root of the problem must be addressed." And what is the root of it? It's what is happening in those countries from which the migrants are fleeing.

Taking Haiti as an example, he asks "who controls the gangs" and who provides them the weapons? "Haiti doesn't manufacture weapons, yet the country is flooded with weapons." He stops from naming the countries that are considered merchants of death through those arms that flow freely to heavily armed bandits. Certainly, as far as Haiti is concerned, most, if not all of the weapons used by the gangs are made in the good old U.S.A.

For sure, the message of Vladimir Duthiers didn't fall on deaf ears. For, a colleague on the panel of questioners said: "Thank you for this lesson. Most of us never knew all that."

Haiti needs to breathe.

Certainly, there was no coordination between the organizers of the event at CBS, where Mr. Duthiers eloquently presented his short history of Haiti, and the Washington, D.C. Association of Black Professionals in International Affairs, which, on that same Monday (the 11th) organized a zoom meeting to draw attention to what's happening in Haiti.

One of the speakers drew a parallel between what's happening in Haiti and what happened in Minneapolis, Minn, on May 25, 2020. That's when George Floyd, the 46-year-old African American, was under the knee, of 44-year-old white police officer Derek Chauvin, yelling "I can't breathe," until he passed out. Haiti also, can't breathe and shouldn't be left to die by negligence.

One can access the full video on 6web.zoom.us

HERE AND THERE, BRIEFLY

*Opulent neighborhoods and residences of high officials attacked by gangs

Since February 29, when they launched their all-out offensive, the heavy gangs have been mercilessly attacking targets in Port-au-Prince, including the international airport and the one next to it serving the local clientele. As widely reported, two major prisons were infringed by the heavily armed bandits, who released more than 4,000 inmates, with some very dangerous gang leaders among them.

Showing that no one is exempt from their attacks, on Friday, March 15, the gangs attacked the residence of Jean Elbé, in Santo 17, near Croix des Bouquets, a suburb of Port-au-Prince. Mr. Elbé is the General Director of the Haitian National Police, (PNH by its French acronym).

Then, on Saturday, March

16, the bandits ransacked and burned down the residence of Nesmy Manigat in Bellevue, another Port-au-Prince suburb. Mr. Manigat has been the Minister of Education and Vocational Training, since under the presidency of Michel/Michael Martelly (2011-2016).

This past weekend, the gangs began their attacks on the affluent neighborhood of Laboule and others in the hilly areas above the upscale Port-au-Prince suburb of Pétion-Ville. No wonder, the U.S. has undertaken a program to help its citizens who have valid American passports to leave Haiti, via Cap-Haitien, in the north, which also has an international airport. A first charter flight by the State Department on Sunday landed in Miami, with 47 passengers, reported the Miami Herald. Most of them are Haitian-Americans. Thus, if American citizens in other parts of Haiti can safely make it to Cap-Haitien, they'll be candidates for departure on charter flights to the U.S.

The Presidential Commission project is not in the bag

As has been reported, the Presidential Commission that was being cobbled in Kingston, Jamaica, to find a quick solution to the multifaceted crisis in Haiti, is not a done deal. As it is, since Monday, March 11, some heads of State of CARICOM have been meeting with other bigwigs of the international community, including American Secretary of State Antony Blinken, in Kingston, to choose the seven (7) members of the Commission from a list of candidates provided by organizations in Haiti, the leaders of which couldn't even show up at the Jamaican capital, due to Haiti's international airport being out of commission since February 29, by action of the armed gangs that have been sowing death and desolation in Haiti.

In Haiti, there's opposition to the Commission from various quarters, including from

the Conference of Catholic Bishops of Haiti which issued a 7-point formal statement in French on March 18. Point No. 5 reads as follows: "To be able to keep its moral distance which allows it to undertake its prophetic mission, the CEH (French acronym for the Bishops Conference of Haiti) has mandated no one to represent the Catholic Church in the Presidential Commission, nor in any other governmental structure. . . ." Signing the statement are 10 bishops. Thus has the CEH shut down a rumor which had made it into the social networks regarding the participation of a religious Catholic person in the Commission.

Anyway, there's a joke making the rounds about what the international community is trying to do to in nullifying Haiti's sovereignty. It's being said, "From a 'twit' to have named Ariel Henry Prime Minister in 2021, now we've been upgraded 'to zoom' to choose a presidential commission which itself will name a Prime Minister!"

Has Ariel Henry been arrested?

Meanwhile, late Monday afternoon, a news item attributed to Michèle B. Duvalier on WhatsApp, states the following: "According to journalist Kim Yves @kimives13 'Our well-informed source affirms that the FBI has arrested Ariel Henry for embezzlement of funds and corruption, and he's being held in an American army base in Puerto Rico. We're waiting for the confirmation of the FBI. #AyitiPeupla #Haiti.'"

And a photo of a dejected Ariel Henry is placed at the bottom of the note.

As we closed our column Monday evening, all attempts at reaching Kim Ives to authenticate the note were fruitless. So were other contacts made. Stay tuned.

RAJ

raljo31@yahoo.com



NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

La situation en Haïti est telle qu'elle retient l'attention ici et là et appelle à l'action pour résoudre la crise multidimensionnelle !

Depuis tantôt une semaine, la chaîne de télévision ABC News, dans son édition de nouvelles du soir (*Evening News*) animée par le journaliste vedette David Muir, s'attarde sur la situation d'Haïti, ne manquant d'attirer l'attention sur les dernières informations, toutes négatives à faire pleurer. Et mes amis et connaissances à l'écoute sur d'autres chaînes affirment que c'est du même au même.

Par exemple, hier soir, mardi 19 mars, David Muir s'est attardé sur le **CHAOS**, que l'on voyait sur l'écran en lettres grasses pour souligner de quoi il parlait. Et le **Chaos**, quant à présent, fait bouger Washington, qui décide de faire le nécessaire pour extraire d'Haïti les citoyens américains. Ainsi, des vols de compagnies privées dits « *Charter flights* » sont mobilisés pour entreprendre cette mission de secours visant les citoyens américains en Haïti. Est-ce dire qu'on s'attend au pire chez nous?

En effet, le premier vol *Charter*, dimanche dernier, a décollé de l'aéroport du Cap-Haïtien, non affecté par le désordre installé à la capitale depuis le 29 février, quand les gangs armés ont attaqué l'aéroport international Toussaint Louverture, ainsi que la piste d'à côté, pour les vols locaux, dénommée Guy Malary, le trafic aérien est suspendu entre Port-au-Prince et le reste du monde, y-compris avec les aéroports desservant les autres

villes du pays.

Voilà pourquoi le Département d'État américain, en annonçant les vols *Charters*, a souligné qu'il faut prendre toutes les mesures de sécurité en se déplaçant en Haïti en vue d'atteindre le Cap. Puisque les aviations locales ne sont pas affectées par le désordre ré



Laura J. Richardson, commandant du Southern Command.

gnant à Port-au-Prince, les voyageurs du Grand Sud, y-compris Jacmel, Cayes, Jérémie, Anse-à-Veau-Miragoâne pourront faire le déplacement jusqu'au Cap-Haïtien, npar avion.

Entre-temps, le premier vol *Charter*, à l'initiative du gouvernement américain, a atterri à Miami, Floride, dimanche dernier, 17 mars, avec 47 passagers à bord, a rapporté le Miami Herald. Ils sont surtout des Américains d'origine haïtienne qui se trouvaient en Haïti quand la campagne de terreur des gangs a débuté le 29 février.

L'ex-ambassadeur U.S. Pamela White monte au créneau

Pour illustrer comment les chaînes de télévision adressent la question haïtienne, on soulignera FOX TV, d'obédience conservatrice, qui a accueilli au programme *Live Now*, samedi dernier, 16 mars, Pamela White, ancien ambassadeur des États-Unis en Haïti.

Sans ambages, Pamela

White dit qu'il faut tout faire pour soulager le peuple haïtien souffrant du chaos existant au pays actuellement. Elle a mis l'accent sur les calamités humaines, surtout la population au bord de la famine, n'ayant pas accès aux soins de santé. Il faut faire quelque chose le plus rapidement possible, dit-elle.

Et Pamela White d'encenser Guy Philippe « *avec qui j'ai parlé, hier* » a-t-elle avancé. Dénonçant les « élites haïtiennes », en grande partie responsable de la pauvreté extrême, qui fait partie de la crise ayant culminé en un chaos sans pareil. Elle insiste que Guy Philippe, même Barbecue (Jimmy Chérisier, l'ex-policier devenu chef de gang) soient

admis à la table des négociations visant à trouver une issue à la présente crise.

Et Guy Philippe qui s'offre comme négociateur

L'on dirait que Guy Philippe était à l'écoute de l'intervention de l'Ambassadeur White. Car, dans une « *Lettre Ouverte* » en anglais, non datée, mais postée sur les réseaux sociaux le 19 mars, il s'adresse aux Nations Unies (ONU), à l'Organisation des États Américains (OEA), à CARICOM, au Gouvernement américain (USG) ainsi qu'aux autres entités internationales intéressées.

Dans sa « *Lettre ouverte* », Guy Philippe avance : « *Vu les événements actuels, il y a urgence à s'adresser immédiatement aux nécessités humanitaires pour soulager la souffrance du peuple haïtien* ».

Puisqu'actuellement, il n'existe pas de gouvernement, dit-il, et que l'établissement d'un gouvernement, via un conseil de transition, n'est pas pour demain, il avance et s'offre comme interlocuteur pouvant aider à la solution de la crise. souhait!

*Brièvement, un coup d'œil sur des décisions d'ordre militaire, aux États-Unis, concernant Haïti

Hier, mardi, 19 mars, tard dans l'après-midi, le U.S. *Southern Command*, basé en Floride, a laissé entendre que des troupes américaines pourront se trouver sur le sol haïtien « momen-

tanément ».

Il s'agit d'une décision extraordinaire, car le président Joe Biden s'était opposé, jusqu'à présent, à prendre pareille décision, s'ingéniant à obtenir l'implication d'autres, en commençant par le Canada, qui avait refusé l'honneur. Et même si le président du Kenya, six mois plus tôt, avait, en principe, accepté d'assumer la responsabilité d'être à l'avant-garde avec 1 000 policiers d'une force multinationale pour venir en aide à Haïti, rien n'a pu être réalisé en ce sens jusqu'à présent.

Ainsi, la déclaration de la Générale Laura Richardson, chargée de la direction de *Southern Command*, est pertinente : « *Ils (les militaires américains) pourraient s'y trouver à la fin de la journée. C'est une possibilité à ne pas minimiser* ». Et d'ajouter que le *Southern Command* est « *prêt* », n'attendant que le mot du Département d'État ou du Pentagone, qui est le ministère de la Défense.

Alors, je suis tombé d'accord avec ceux qui, d'Haïti étant, m'appellent pour me dire que la présence de journalistes de la chaîne de télévision CNN, déjà en Haïti, augure des événements de grande envergure en perspective. Apparemment, on n'aura pas à attendre longtemps pour que l'abcès soit crevé. Rien de plus à ajouter.

Pierre Quiroule II
raljo31@yahoo.com

HAÏTI

Lè manke gid, pèp la gaye !

OBSERVATEUR

WWW.HAÏTI-OBSERVATEUR.CA



ÉDITORIAL



La première République noire du monde a besoin d'une nouvelle indépendance !

Au fur et à mesure qu'Haiti s'éloigne de la date de son indépendance, d'avantage les dirigeants se distancent des principes qui ont guidé les forgers de notre indépendance. Cette honteuse dégradation de l'intégrité politique du pays s'étant produite progressivement, au rythme de l'égrènement du temps, la situation interpelle, aujourd'hui, une intervention d'un genre nouveau des aïeux libérateurs. Car en 200 ans de liberté, les leaders politiques, bénéficiaires de ce précieux legs, ont volontairement plongé la nation dans la servitude, une nation unique en son genre. En effet, pays, auparavant, super-fier de rappeler les conditions dans lesquelles son indépendance a été acquise, se retrouve l'unique État dont les citoyens attendent docilement que lui soient dictés ses dirigeants de l'étranger. Un phénomène unique sur cette planète. Car il n'existe nul peuple sur aucun continent à attendre que ses choix politiques lui viennent d'ailleurs. Dans de telles conditions, est-ce une impossibilité qu'un jour les commandes du pays passent aux mains des étrangers ?

Après plus de trente-deux mois de va-et-vient entre Port-au-Prince et des capitales des pays membres de la CARICOM, entrecoupé de visites de diplomates américains, à la recherche d'un terrain d'un accord de consensus, en vue de former un gouvernement intérimaire, sans succès, les acteurs ont déclaré avoir atteint leur objectif. Les conditions sont finalement réunies pour mettre en place un président provisoire, étape qui précède le choix d'un Premier ministre, également intérimaire.

Toutefois, la formule imposée par les tuteurs d'Haiti s'appelle un *conseil présidentiel* composé de sept membres, dont un président. Mais, là où le bât blesse, la campagne de terreur lancée par les gangs armés forçant les Américains à exiger la démission d'Ariel Henry, le met hors-jeu dans la formation du gouvernement en gestation. Tel que l'avaient exigé les organisations d'opposition à l'ex-Premier ministre de facto. Les États-Unis, avec le reste de la communauté internationale derrière eux, y compris les Nations Unies, ont passé toutes ces années à entretenir cette crise, durant lesquelles d'autres crises sont venues s'ajouter sur la première. Mais celles entraînées par les gangs armés, d'abord, tour à tour, rareté d'essence, pénurie d'eau, de nourriture, kidnapping contre rançon, assassinats; ensuite pour isoler la capi-

itale des autres villes de provinces. Occupant de vastes portions du pays, notamment 80 % de la capitale; et imposant aussi la crise sécuritaire, pour décréter la campagne de terreur générale, à Port-au-Prince, qui a entamé le 29 février pour continuer les jours suivants, créant la condition du départ inexorable du gouvernement nommé par le CORE Group, sous la dictée du Département d'État.

La prise en charge politique d'Haiti par les États-Unis, embusqués derrière les ambassades occidentales, n'est pas arrivée du jour au lendemain. Le premier épisode a été joué à la faveur de la nomination d'Ertha Pascal Trouillot à la présidence intérimaire. Celle-ci avait succédé au général Prosper Avril, qui avait chassé le général Henry Namphy, initialement nommé président du Conseil national de gouvernement (CNG) avec le général Williams Régala et Me Gourgue, après la chute de la dynastie des Duvalier. Me Gourgue opta pour se retirer du CNG, quelques jours plus tard, suite à des désagréments avec les militaires. La présidente Trouillot a orchestré les élections de 1990 ayant porté Jean-Bertrand Aristide à la présidence, baptisées par la communauté internationale *premières élections démocratiques* qu'Haiti n'ait jamais connues. Malheureusement, élu démocratiquement, le président Aristide s'était laissé séduire par la gestion dictatoriale du pouvoir, donnant prétexte pour se faire infliger un coup d'État par les Forces armées d'Haiti, alors dirigées par l'équipe Raoul Cédras-Philippe Biamby-Michel François.

Mais c'est après l'assassinat de Jovenel Moïse que la communauté internationale s'est donné l'autorisation de violer, sans vergogne, la Constitution haïtienne. Si elle avait observé une certaine retenue, lors de la nomination de Mme Trouillot, à la tenue des élections d'Aristide, de René Préval, de Michel Martelly, et même de Moïse, à la nomination du neurochirurgien, la Charte fondamentale d'Haiti a été carrément foulé aux pieds par les étrangers. Bien que la Constitution haïtienne de 1987 prévoit, en cas de vacances présidentielle, le choix du juge le plus ancien, pour combler la vacance présidentielle, sur une base intérimaire, le Département d'État américain se croyait doublement autorisé à profaner la Constitution haïtienne en nommant Ariel Henry Premier ministre de facto, en sus d'assumer la présidence provisoire. Une décision qui traduit le mépris du peuple

haïtien, puisque les Américains n'ignorent pas ce que dit la Charte fondamentale du pays en matière de vacances présidentielles.

En effet, à la chute d'Aristide, en 2009, les Américains avaient collaboré avec les autorités haïtiennes en vue d'arriver à jeter leur dévolu sur Ertha Pascal Trouillot pour occuper la présidence provisoire monocéphale, sous l'égide de la Constitution votée sous Duvalier prévoyant le remplaçant du président frappé d'incapacité ou autrement disponible par le juge le plus ancien à la Cour de cassation. Trouvant le magistrat, alors éligible inadmissible, le Département d'État avait orchestré une stratégie par laquelle les juges qui précédaient Mme Trouillet, en matière d'ancienneté étaient forcés de prendre leur retraite.

De toute évidence, les États-Unis ont trouvé en Ariel Henry un *collaborateur accommodant* à tous les points de vue, politiquement et diplomatiquement. Il n'est pas étonnant qu'ils investissent en lui les autorités du président et celle de chef de gouvernement. Assurément, cette décision sert les intérêts américains. Il devient clair maintenant que la stratégie de l'équipe Biden, qui a tout fait pour tenir Henry en poste, voulait le garder au pouvoir le plus longtemps possible. Forcés, par les gangs armés d'exiger sa démission, et sans aucune garantie de trouver un chef d'Exécutif monocéphale pour le remplacer, elle opte pour un *conseil présidentiel de sept membres*. Voilà pourquoi les Américains et les États de la Caraïbe, en sus du Canada, et d'autres pays occidentaux, ses partenaires dans la recherche d'un gouvernement de consensus, pour retourner à l'ordre constitutionnel, selon leurs vœux, imposent cette forme de présidence au

peuple haïtien. Ils se réjouissent tous de trouver des acteurs haïtiens à souscrire à leurs choix, eux-mêmes heureux d'être acceptés par le Blanc.

On se demande si les acteurs étrangers impliqués dans la formation du gouvernement intérimaire ont pris la décision de former le conseil présidentiel agi ainsi voulant satisfaire les nombreux candidats à la présidence qui rivalisent entre eux. Voici ceux-là dont les membres ont été soumis au CARICOM pour obtenir son accord. Il s'agit de Alphonse Jean (Accord de Montana), Laurent Saint-Cyr (secteur des entreprises privées), Leslie Voltaire (Fanmi Lavalas), Edgard Leblanc Fils (Collectif du 30 janvier, Marie Ghislaine Mompremier (EDE/RED), Gérard Gilles (l'Accord du 21 décembre), qui remplace les deux candidats qui étaient en lice, soient l'ex-parlementaire Levaillant Lejeune et Viken son Garnier, qui représentaient l'Accord du 21 décembre.

À l'instar d'Ariel Henry, non seulement la grande majorité des Haïtiens rejette le conseil présidentiel, c'est quasiment tout le peuple qui repousse les sept candidats agréés par les membres de la CARICOM. Victime, trop souvent, de la violation de la Constitution et de l'indépendance de leur pays, surtout durant les quatorze dernières années, le peuple haïtien, qui jouissait de leur indépendance, que leurs aïeux ont conquis au prix du sang, exige que le GORE Groupe avec les Américains et leurs alliés arrêtent les violations politiques et diplomatiques dont ils se font coupables. Il est vrai que les gangs armés ont imposé leur décision aux Américains. Les fils authentiques d'Haiti n'ont pas besoin de criminels pour réparer les torts causés à la nation, et les conséquences qu'ils entraînent.

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
 P.O. Box 356237
 Briarwood, N.Y.
 Y 11435-6237 Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

<p>HAITI 11020-Observateur P.O. Box 356237, Briarwood, N.Y. 11435-6237 Tel: (718) 812-2820 Fax: (718) 812-2820</p> <p>CANADA 11020-Observateur General Louis Duvalier P.O. Box 356237 11020-Observateur 11020-Observateur 11020-Observateur 11020-Observateur</p> <p>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. Contactez votre distributeur local pour connaître les tarifs.</p> <p>11020-Observateur, P.O. Box 356237, Briarwood, N.Y. 11435-6237 Tel: (718) 812-2820 Fax: (718) 812-2820</p>	<p>ÉTAT-UNIS 1 an (12 mois) <input type="checkbox"/> \$48.00 \$ US pour un (1) an <input type="checkbox"/> \$90.00 \$ US pour un (1) an</p> <p>AFRIQUE ET ASIE <input type="checkbox"/> \$60.00 FF pour un (1) an <input type="checkbox"/> \$105.00 FF pour un (1) an</p> <p>CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 1 an (12 mois) <input type="checkbox"/> \$75.00 US pour un (1) an <input type="checkbox"/> \$105.00 US pour un (1) an</p> <p>EUROPE <input type="checkbox"/> 75 EURO pour un (1) an <input type="checkbox"/> 125 EURO pour un (1) an</p>
--	--

Nom/Prénom: _____
 Compagnie/Correspondant: _____
 Adresse/Avenue: _____
 City/Ville: _____ State/État: _____
 Zip/Code postal régional: _____ Country/Pays: _____

(This form does not constitute an offer of insurance or any other financial product.)

EDITORIAL



The world's first Black republic needs a new independence!

As Haiti keeps moving further away from the independence acquired at the cost of blood spilled by our ancestors, it is clear that the Haitian leaders are increasingly distancing themselves from the principles that guided those who forged our independence. It is shameful to observe the deterioration of a situation which shows the lack of political integrity that progressively led us to the current state of affairs. The time has come for an awakening that will take us back to the time of our forefathers in their liberation movement. For, after more than 200 years since our freedom was proclaimed, the political leaders that have been the beneficiaries of this precious legacy have voluntarily plunged the nation into servitude, initiating something indeed unique.

Imagine that a country, once super proud of recalling the conditions under which its independence was acquired, now finds itself the only state whose citizens obediently wait for foreign leaders from abroad to be dictating what to be done politically. We'll have to admit that this is a unique phenomenon on this planet. For, we doubt that other people in any continent would meekly expect that their political choices be dictated from elsewhere. In that light it is a matter of time before the country's leadership falls totally into foreign hands

After more than 32 months of Ariel Henry's leadership, now the future of Haiti is being decided in foreign capitals, under the supervision of CARICOM leaders, with American oversight, in collaboration with their associates. After a week of deliberations, the foreign players in search of a consensus agreement to form an interim government assert that they successfully reached their objective. The conditions have been met to install a provisional presidential commission, which will choose a Prime Minister also on an interim basis.

However, the formula imposed by the guardians of Haiti's leaders, that 7-member "presidential commission," including a president thereof, is not a done deal. They have to deal first with the campaign of terror launched by armed gangs, forcing the Americans to finally demand the resignation of Ariel Henry as de facto Prime Minister. In effect, that's a first victory for the gangs who demanded that this be done. The U.S. government, dragging the rest of

the international community behind it, including the United Nations, has been nurturing the Haiti crisis for many years. We mean that they've passively witnessed how the armed gangs have caused fuel shortages, as well as water and food shortages. They've known about the kidnappings for ransom the assassinations and the isolation of the capital from other cities and towns. Now, the armed gangs occupy vast swaths of the land, including 80% of the capital, according to a UN report. Going the limit, the bandits now impose total insecurity, having launched their campaign of general terror in Port-au-Prince as of February 29, and still continuing with it. Conditions are such that the Haitian government, established by the CORE Group of Western ambassadors in Port-au-Prince, dictated

by the State Department, has collapsed.

The political takeover of Haiti by the United States, hiding behind other Western embassies, didn't happen overnight. The first episode attempted, according to some people, was the appointment of Ertha Pascal Trouillot as interim president, the first woman to ever hold that post. She succeeded General Prosper Avril, himself the successor of the ousted General Henry Namphy, who was initially appointed President of the National Council of Government, better known as the CNG, from its French acronym. The CNG, appointed after the fall of the Duvalier dynasty, had two other members: General Williams Regala and Gérard Gourgue, Esq. Following disagreements with the military, the latter opted to withdraw from the post. Eventually, General Prosper Avril became president. And Supreme Court Justice Ertha Pascal Trouillot will be replacing him in 1990, and within eight months she will organize the elections of December 16, 1990, that brought John Bertrand Aristide to the presidency. Those elections will be dubbed "the first democratic elections" that Haiti has ever seen. Unfortunately, having been democratically elected, President Aristide was seduced by the dictatorial management of power and that ended in a coup d'état on September 30, 1991, by the Haitian Armed Forces (FAd'H), under the leadership of Raoul Cédras, Philippe Biamby and Michel François.

But it was after the assassination of President Jovenel Moïse on July 7, 2021, that the international community arrogated to itself the right to shame-

lessly violate the Haitian Constitution. Forget their involvement in all sorts of shenanigans, working behind the scene in getting their candidates "elected," right up to Michel/Michael Joseph Martelly and Jovenel Moïse. When it came to Ariel Henry, they paid no attention to constitutional norms. The U.S. State Department felt doubly entitled to desecrate the Haitian Constitution by appointing Ariel Henry de facto Prime Minister, in addition to his assuming the role of interim President. A decision that shows contempt for the Haitian people, because the Americans are well aware of what Haiti's fundamental Charter says about presidential vacancy.

Clearly, the US has found in the neurosurgeon Henry an "accommodating collaborator" in every respect, whether political or diplomatic, to set him up as both president and head of government. Certainly, this decision serves the interests of the Americans. It's becoming clearer yet that the strategy of the Biden administration was to do the utmost to keep their man Henry in power for as long as possible. Forced by the armed gangs to demand his resignation, and with no guarantee of finding one person like him to whom should be entrusted the double position he held, the foreign decision makers, the U.S. in the lead, have opted for a "seven-member presidential council." This is why the Americans and the Caribbean states, in addition to Canada and other Western country partners try a new method in their search for a consensus government. Thus, the Council, which would show that they're returning to something akin to constitutional order, but according to their wishes of imposing their own form of presidency

on the Haitian people. And they're delighted about finding Haitian actors to go along.

One wonders whether the foreign players involved in the formation of the interim government took the decision to form their presidential amalgam this way in order to satisfy the various candidates vying for the post. Here are the names of the candidates submitted to the CARICOM summit in Kingston, Jamaica for approval: Alphonse Jean (Montana Accord), Laurent Saint-Cyr (private enterprises), Leslie Voltaire (Fanmi Lavalas), Edgard Leblanc Fils (January 30 December Collective). Marie Ghislaine Mompremier (EDE/RED), Gérald Gilles, who replaces the two candidates of the 21 December Accord who were in the running: Senator Levaillant Lejeune and Vikenson Garnier.

Following their reject of Ariel Hery, Haitians, in large majority, have also rejected the candidates for the presidential council. Too often, the people have been victimized by those who are bent on violating the country's Constitution and belittling the independence of their country. This has been more blatant, especially in the last fourteen years. The Haitian people, which have enjoyed their independence, conquered by the blood and sweat of their forefathers, demand that the CORE Group, with the Americans and their allies stop the political and diplomatic violations, of which they are guilty. It is true that the armed gangs have imposed their decision on the Americans. But the true sons and daughters of Haiti do not need criminals to right the wrongs done to the nation. They want meaningful change, with their voice and their will heard.

HAITI OBSERVATEUR

P.O. Box 356237
 Briarwood, N.Y.
 11435-6235 Tél. (718) 812-2820

**SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

<p>HAITI 11000-Observateur P.O. Box 356237, Briarwood, N.Y. 11435-6237 Tel. (718) 812-2820 Fax (718) 812-2820</p> <p>CANADA 11000-Observateur General Louis Dubreuil 514-341-6134 1001 St. Joseph St. (Montréal) Montréal, Québec H3B 2L7</p> <p>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. Les adresses sont indiquées ci-dessous. 133 Avenue de la République, 91140 Evry 93310 Le Pré St. Denis France Tel. (33-1) 43-25-25-10</p>	<p>ÉTAT-UNIS 1 an (12 numéros) \$ 48.00 6 mois (6 numéros) \$ 24.00 3 mois (3 numéros) \$ 12.00</p> <p>AFRIQUE ET ASIE 1 an (12 numéros) \$ 60.00 6 mois (6 numéros) \$ 30.00</p> <p>CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 1 an (12 numéros) \$ 57.00 6 mois (6 numéros) \$ 28.50</p> <p>EUROPE 1 an (12 numéros) \$ 78.00 6 mois (6 numéros) \$ 39.00</p>
--	--

Nom/Name: _____
 Adresse/Address: _____
 Ville/City: _____
 État/Province/Région/Region: _____



Suite de la page 16

selon toute vraisemblance. C'est également une manière de montrer aux clubs qui ont boycotté le championnat qu'il s'agit d'une compétition sérieuse offrant des opportunités en équipe nationale. Cependant, le Comité a agi précipitamment ; il aurait dû attendre quelques journées de championnat avant de procéder à ces convocations. Ce Comité n'a ja

mais été capable de prendre des décisions judicieuses, notamment en ce qui concerne le choix des entraîneurs. Cette liste semble avoir été fabriquée de toutes pièces, tout comme la nomination de Sébastien Migné. Sa nomination, loin de viser à redorer le blason du football haïtien, semble surtout profiter à ceux qui ont négocié son arrivée, au détriment de l'intégrité du sport.

Tout compte fait, le 23 mars

prochain, Haïti affrontera la Guyane française en match amical à Cayenne, marquant ainsi le début de Sébastien Migné en tant qu'entraîneur des Grenadiers. Il aborde ce nouveau chapitre sans un CV étoffé, ce qui suscite des interrogations sur sa philosophie de jeu : privilégie-t-il une approche offensive ou défensive ? Ces questions restent en suspens, et nous espérons trouver des réponses lors des matchs sous sa direc-

tion.

Les stratégies adoptées par les membres du Comité de normalisation suscitent des inquiétudes. Depuis leur prise de fonction dans le football local, ils n'ont pas pleinement rempli leur mission. Malgré deux prolongations de mandat, ils n'ont pas encore initié le processus électoral pour former un nouveau comité exécutif. En revanche, ils ont montré une détermination à organiser un cham-

pionnat national spécial malgré les défis liés à l'insécurité. Bien que cette initiative puisse être bénéfique pour le football haïtien, elle soulève également des questions sur la capacité du Comité à organiser des élections. Il est crucial que ces membres fassent preuve de responsabilité pour sortir le football local de la crise actuelle et pour enfin permettre la tenue d'élections démocratiques. R.S.

Suite de la page 16

soit souillés par l'argent sale

Et ainsi il restera inexplicable et vraiment incompréhensible que la FIFA ait décidé de révoquer 14 membres des 15 élus au Comité de la Fédération d'Haïti, conservant et épargnant seulement la cheffe comploteuse, An drée, et pire, étonnant encore, le même secrétaire général qui, d'ail leurs, habitait souvent ; plus grave encore, le président de la commission d'enquête nommée par cette même FIFA ayant déclaré n'avoir trouvé aucun des faits, qui avaient été évoqués, utilisés par la FIFA pour avilir d'éminentes personnalités haïtiennes, de surcroît longtemps présidents de clubs des dix (10) départements de la nation haïtienne, les accusant de complices dans ces actes de barbarie, tels fabriqués par les colabos des dealers de drogue et corrompus à qui la FIFA a ouvert les portes d'entrée au football haïtien.

Notre pays vit une situation incroyable, une destruction accélérée, un démantèlement total, tout ceci dû à la corruption sauvage qui assassine, tue puis, s'en aller jouir à l'étranger, comme dans une course de sprint qui chasse les gens de bien ; et le football n'y échappe pas. Plus de 50 ans que des patriotes, malades de sport, se défont, font des sacrifices hors pairs, pour aider des femmes haïtiennes à changer leur destin personnel, grâce au football en mettant au service de cette discipline, difficile à implanter dans ce pays où l'on voit la femme, comme un instrument à combattre des préjugés séculaires du milieu, pour faire profiter à des milliers de jeunes filles, des bidonvilles et les faire vivre désormais mais comme des êtres humains, Comme Mourne, ainsi les clubs féminins ont profité de l'élan mondial donné par la FIFA au football féminin les FONDS FAP PUIS FORWARD pour sauver la vie de ces marginalisées, des laissées pour compte, ces filles des bidonvilles et de toutes leurs classes, comme peuvent en témoigner les Nerlia Mondesir, les Batcheba Louis, les Corventina DumomaY, les Sherly Jeudy, etc... d'avoir un destin différent de celui que leur modeste origine sociale traçait

pour elles. Ce programme révolutionnaire en était à plus de 15 000 fillettes et filles des coins les plus reculés du pays, qui recevaient une éducation soignée, et aussi une formation sportive vers le haut niveau susceptible de trouver leur place dans ce marché mondial de football féminin en grande expansion, un programme conduit avec succès, malgré les promesses, comme toujours, non tenues de l'État insouciant du devenir de nos jeunes.

Et puis, brusquement les démons qui ont pris en otage le pays de Catherine Flonm, de Défilé la Folle, de Odette Roy Fombrun dans l'unique plan de s'enrichir comme tous ces autres haïtiens dénaturés qui tuent et volent pour leur profit personnel ; comme c'est dommage le cas pour notre pauvre petit pays.

Et brusquement donc des démons de l'enrichissement facile au prix de crimes.

Ainsi donc, à part quelques rarissimes cas qu'on a d'ailleurs du mal à bien cerner, ce 8 mars, une fois de plus, n'a pas embrassé vraiment et dénoncé les abus qu'on continue de commettre sur les femmes dans tous les domaines, qui pourraient les aider à être véritablement indépendantes, et mieux valorisées dans leur pays.

Le sport en est un et personne ne saurait ignorer le mépris de ce secteur crucial et depuis des lustres ; savez-vous que le football féminin n'a jamais bénéficié d'aucun support de l'État ou d'organisations sociales féminines jusqu'à recevoir le coup mortel de 2020. Et maintenant, depuis, quatre ans, aucun match féminin ; une grande partie des filles, celles qui ont été contraintes, sous les menaces et l'abandon à s'exiler aux USA, sans un sous, et même incapacité de payer le TPS, le statut légal temporaire, donc obligées de travailler comme esclaves de nuit, dans les usines, renonçant, par la force du crime aux contrats salvateurs pour elles et leurs parents, déjà signés avec des clubs d'Europe attendant la fin de l'épisode COVID-19 et la reprise des voyages internationaux pour accomplir leurs rêves, Des cas déchirants, douloureux, de voir tant de vies détruites aux USA, sans statut légal, il est impossible de poursuivre et de jouer au football.

Mais le cas le plus récent aux conséquences désastreuses concerne le football féminin, qui était en pleine ascension, avec un programme qui permet d'offrir tant d'opportunités !

Cette journée de commémoration des droits de femmes, dont on espérait un cri de détresse de la part des organisations féminines en faveur des milliers de femmes, pour que reprenne ce programme, arrêté depuis quatre (4) ans, on espérait que le gouvernement concrétise sa promesse solennelle, non tenue après la participation de notre équipe nationale par le président de la République, après leur participation à la Coupe du monde U20 FIFA ; garantie que la misère était fournie pour elles. Avec la construction d'une maison réalisée par l'État pour elle ; garantie d'une subvention via l'ONA à leurs parents pour ouvrir une entreprise et une assurance médicale pour elles et leurs parents via l'OFAT MA. Au lieu de cela, perte du plaisir de jouer et surtout d'une carrière salvatrice. Pire, celles n'ayant pu s'exiler aux USA, abandonnées en Haïti dans une misère brutale, ne parlons pas de ces 15,000 petites de 7-11 ans de toutes les petites des académies des dizaines de villes de province déjà misérables ...

Un programme merveilleux

En Haïti, plus que jamais, tout est intérêt de clan, intérêt politique, vols et pillages, cette journée de célébration des femmes a encore été une non-célébration. Dans notre pays, d'année en année, on devint indécent ; tout tourne autour du profit personnel direct. Le football féminin est encore un exemple qui rayonnait à la faveur d'une structure sport étude-florisante et tellement performante qu'Haïti a rapidement devancé tous les pays de la Caraïbe, pour se placer tout près des hauts sommets dans le sillage des USA, du Canada, deux des pays les plus avancés au monde, en football féminin. Les progrès sont tellement fantastiques que plusieurs femmes formées à la faveur de ce programme décrochent des contrats en France, pour jouer en professionnelles. Ce qui n'était ja

mais arrivé à des Haïtiens dans l'histoire. Le Québec, et aussi le Chili font chercher des Haïtiennes. N'était-ce la COVID, cette épidémie, qui frappa la planète entière, et qui contrariait les déplacements dans le monde, ces joueuses, près d'une cinquantaine, auraient laissé Haïti à l'époque !

Haïti sur le toit du monde

Pourtant malgré ce succès, qui émerveillait le monde entier, au point que la CONCACAF organisait une réunion à Miami, le 17 janvier 2020, avec tous les membres au cours de laquelle ils rendaient hommage à la fédération d'Haïti pour ce succès, tant par ses performances sportives. On se rappela que la FIFA, elle-même, lors d'une réunion au Maroc, avait invité un responsable haïtien à présenter ce programme de développement qui permit au pays, sans ressource, de monter un programme exceptionnel qui permet à des garçons et filles de changer leur avenir et de faire honneur à leur pays.

Mais si la majorité du pays chante et danse dans les rues, à chaque succès, ce n'est pas le cas des propres employés de cette Fédération, toujours dans cet esprit de corruption qui habite en chacun de nos compatriotes accueillant ces succès avec dédain, estimant que trop d'argent est gaspillé pour ces pieds sales, ces « malere-malerèz » délinquants et conspirant, encouragés par des ambitieux de tout poil, des dealers de drogue ou des politiciens accapareurs, dans l'idée de blanchir l'argent sale. Alors, ils ont concocté un scandale mondial pour réaliser leur forfait. Et pour bien avancer, ils ont d'abord agité le thème de corruption ; et constatant que cela ne marchait pas, ils ont alors payé un délinquant mondial, soit disant journaliste, qui choisit un thème à la mode et qui soulève de la répugnance et de l'émotion réprobatrice dans le monde entier.

Les dealers chassent les dirigeants élus

C'est la catastrophe ! Les dirigeants sont révoqués ; le président est même avili et humilié par la FIFA. Les jeunes, garçons et filles, en formation dans le Pro

gramme, malgré les offres juteuses qui leur sont faites, refusent de se faire avilir pour de l'argent, pour mentir. Ce refus et les protestations publiques qu'il génère obligent, autant chez les jeunes que leurs éducateurs, les comploteurs à fermer l'Académie, renvoyant aussi bien, athlètes et professeurs d'école classique, coaches, tout ce beau monde. La méchanceté est telle que les cadres salariés ont été renvoyés avec des mois de salaire impayés. Les joueurs et les joueuses à qui on avait annoncé qu'ils partaient pour quelques jours de vacance pour la fin d'année ont encore leurs effets personnels (livres, laptop, vêtements, matériels d'entraînement ...) bloqués dans les dortoirs du centre s'ils n'ont pas été volés, car ils sont partis pour ne plus revenir. Plus terribles encore, comme cela risquait de faire scandale, dans l'opinion, certains des athlètes ont reçu des menaces et ont obligé les parents à leur faire laisser le pays. Plus terrible même, loin du pays, elles continuent de recevoir des menaces par téléphone pour qu'ils se taisent, même ceux et celles qui avaient pu déjà être en France, avant la catastrophe n'ont plus le droit de parler à la presse, aux dirigeants de leur club, sinon ils sont expulsés de la sélection ; et ceux pour qui la Fédération devait payer des frais d'études, ou autres n'ont plus rien reçu. Au-delà leurs documents personnels (acte de naissance, extrait d'archives, carnet scolaire etc.) sont « égarés ». Et vivent illégalement et dans le gèreusement ailleurs.

Même les coaches ou autres cadres du programme, formés à prix d'or et ayant une expertise unique, brusquement sans emploi, ont été sous pression, obligés de s'en aller ailleurs ou de vivre dans la crasse.

Dans cette affaire, dont la presse n'en a presque pas parlé ; et c'est là que nous évoquerons les droits des femmes. Oa plus de 500 femmes victimes joueuses, mairaines ou encadreuses, coaches, professeuses et aussi cuisinières, arbitres féminines, commissaires de matches, toutes, contre leur gré, obligées de laisser le pays.

Suite en page 13



Suite de la page 12

Une tragédie humaine

Voilà qu'une centaine (100) de joueuses ayant fait flotter haut les couleurs nationales, sous les cieux du monde entier, se retrouver subitement aux USA, incapables de poursuivre la pratique du football au quel elles avaient consacré leur jeunesse, donc leur passion, incapables d'aller à l'école, de travailler dans des conditions décentes et n'ayant aucune ressource pour payer un droit d'asile, ou le fameux TPS, dans l'impossibilité même de travailler comme footballeuses professionnelles, cela demandant un statut légal, n'ayant pas, de surcroît, de parents ou famille d'accueil. Inutile de conter ce que ces vedettes nationales endurent, surtout celles accueillies en Reines, en 2018, par le défunt président Jovenel Moïse qui, dans un moment de fierté, avait promis à ces jeunes " *Plus jamais, la misère finie pour nous* ".

Ne parlons pas de celles qui n'avaient pu fuir le pays; certaines, avec une charge supplémentaire sur le bras, et dont elles doivent prendre soin, même celles qui sont encore en France, qui sont « *allégées* » d'une bonne partie de leur salaire de joueuses, par les sbires de la fhf quand elles ne sont pas abusées, maltraitées, ne pouvant rien dire étant sous le coup de chantage « *on vous fait déporter* ». En tout cas, elles sont interdites de communiquer avec la presse, ou même avec leurs anciennes coéquipières de Camp Nous.

Foutbolèz pa fanm, yo pa gen dwa

Malgré la FIFA ne mesurant pas à quel degré de cruauté en sont arrivés, les Haïtiens, quand il s'agit de faire de l'argent, ne mesurant pas à quel point les gens étaient habités par un instinct de destruction,

en sont arrivés ne voulant pas appliquer ce principe de fair-play qu'elle exige de tous les membres de la famille mondiale du football, trop orgueilleuse d'accepter les verdicts que les tribunaux réputés d'Europe qui, tous ont reconnu qu'il n'y avait rien de ce qu'avaient abusivement fabriqué Roosevelt, Monique, André, Carlo Marcellin, Préméus Jasmin et leurs sbires, et qui continuent d'aider les dealers de drogue à enfoncer le pays dans le crime.

Il est essentiel que l'opinion mondiale et la FIFA et surtout les nombreuses organisations de défense de droits de la femme reconnaissent et arrêtent de faire souffrir toutes ces femmes et l'ensemble des millions d'Haïtiens qui vivaient autour de la plus grande pourvoyeuse d'emplois de vie en Haïti.

Nella Joseph et Yvette Félix

C'est bizarre, et même scandaleux que des organisations de femmes s'associent, pour faire des abus aux femmes, car Nella Joseph à gauche en 1981 à l'aéroport de New York en partance pour la Coupe du monde féminine Chine-Taïwan, en 1981. Marie Louise Gauthier est à droite.

Cette femme ignoble a fait souffrir des millions de nos compatriotes, et surtout a détruit le seul facteur d'union de motif de fierté du pays; ce n'est pas un hasard si les deux chefs de ce complot antinational sont deux chefs, deux puissants, qui travaillent au Palais national qui savent que les membres de la dictature qui pillent, qui volent, assassinent et s'enrichissent au détriment du football car ils font tout en toute impunité, car justement ceux qui étaient à la tête du football avaient l'assurance que les victimes jouées et dirigeants, n'ont pas les moyens

Le cas de deux grandes gloires du football en appelle à la conscience de TOUS; pour bien étayer leur macabre projet les voyous avaient monté de fausses histoires sur deux grandes femmes du football national:

Nella Joseph (debout, à droite), en 1979, au parc Sainte Thérèse :

Niella Joseph, aujourd'hui, 68 ans est de la première génération de joueuses de football en 1972 et elle s'est engagée avec les Tigresses; elle joua jusqu'en, soit 17 ans avec les Tigresses; Niella Joseph était capitaine de l'Équipe nationale, qui joua la première Coupe du monde sur invitation en Taïwan, en 1982; également économiste et ethnologue de formation Nella Joseph était aussi coach; elle travaillait dans une polyclinique lorsque cette dernière a été fermée, en 2010; on rapporte que la FHF, qui allait ouvrir Camp Nous sollicita le concours de cette grande gloire nationale pour encadrer les jeunes joueuses en

formation à tous les points de vue; il suffit d'écouter les interviews d'une des nombreuses joueuses évoluant en France, dans la grande presse française pour mesurer l'énorme travail accompli pendant plus de 10 ans, surtout en dehors du terrain (diction, qualité d'expression, savoir vivre) par cette dame de très grandes formations; pour renforcer leur complot, les gens ont mêlé le nom de cette grande dame aux crimes fabriqués dans le complot; entre temps tous les papiers envoyés par la FIFA communiquant les faits et la date sur le jugement n'ont jamais été communiqués à Nella Joseph et elle fut jugée par contumace en son absence et condamnée lourdement; lorsque la nouvelle encouragée par son ancien club et fit appel devant le TAS; elle gagne le jugement par devant le TAS, en octobre 2022 ou elle avait en face d'elle, pour la FIFA, Carlo Marcellin et acquit le droit d'être entendue, mais depuis Nella attend d'être entendue Mais la FIFA renvoie

chaque jour l'audience.

Nella Joseph avec le coach Fresnel Duchatelier, Les autres joueuses, Wilda Vilbrun et Michèle Étienne, en 1978, au Sade Sylvio Cator.

Ce qu'il y a lieu est que cet abus fait souffrir Mme Nella indignée, traumatisée, vexée, abattue, par ce crime et cette honte lui fait très malade, et on ne vous cache qu'elle était même en danger pour sa vie, car elle ne va pas bien, elle souffre d'être maltraitée par cette même FIFA à laquelle elle a tout donné.

Nous reviendrons sur l'autre cas d'abus grave sur Yvette Félix ancienne capitaine d'Anacaona et de l'Équipe nationale; Yvette Félix coach à Camp Nous sur qui de graves mensonges de Carlo Marcellin; une sportive exemplaire, exemplaire, avilie, qui a tout donné pour le football féminin. La FIFA n'a pas le droit de nier justice à Nella. Nous crions justice pour cette dame, qui a tout donné pour le football féminin haïtien.





RIVERTON STREET CHARTER SCHOOL

INSCRIPTIONS OUVERTES

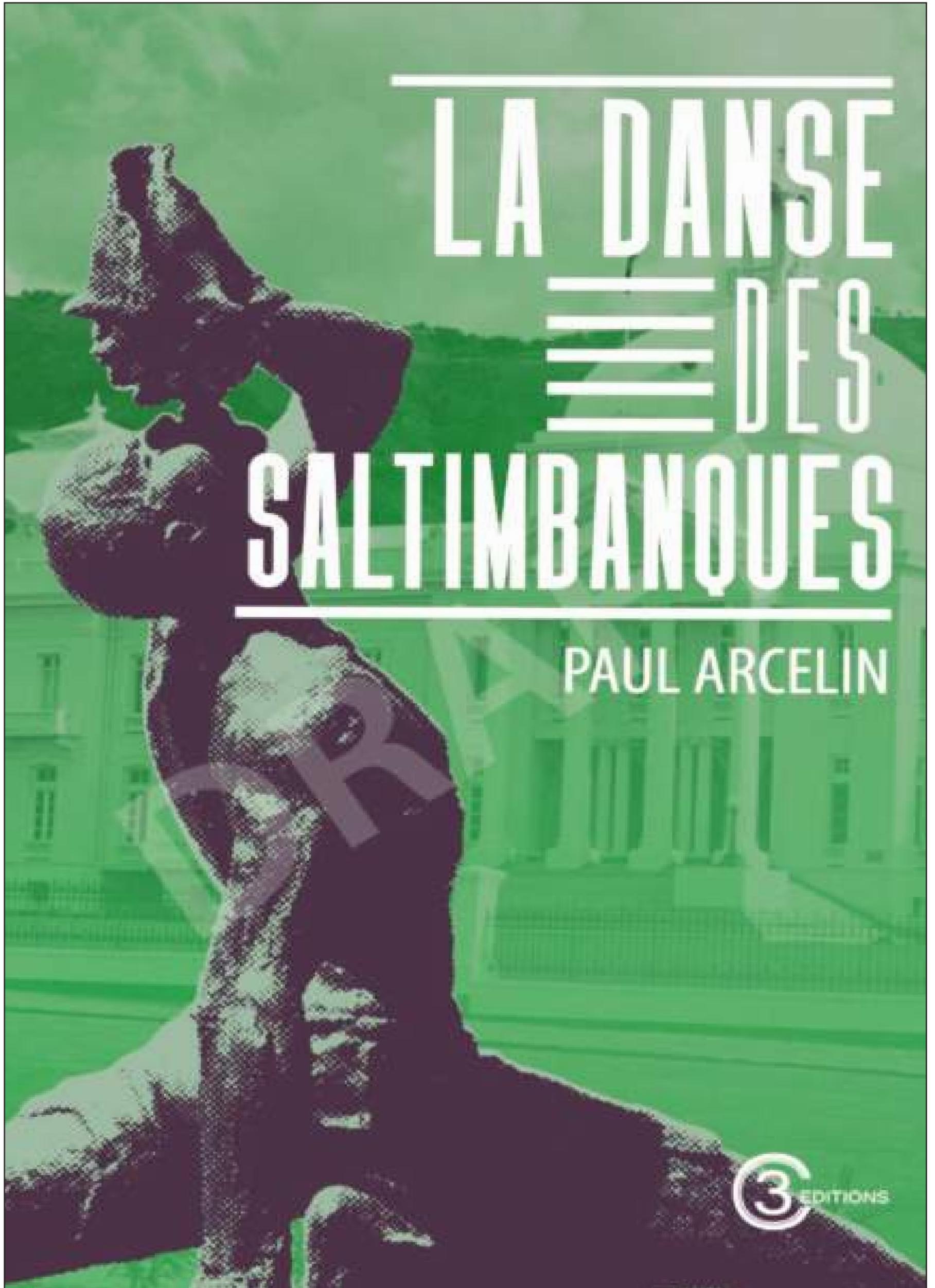
Nos professeurs sont formés pour travailler avec et fournir un soutien aux étudiants dont la langue maternelle n'est pas l'anglais. Des services de traduction sont également disponibles pour tous les parents qui en font la demande.

Nous offrons des programmes et des services d'éducation spécialisés dans le bâtiment de l'école ou dans un cadre déterminé par le Comité de l'éducation spéciale du district.

Riverton Street Charter School est une école publique sans frais de scolarité située au 118-34 Riverton Street, St. Albans, NY.

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS LE 1ER AVRIL 2023

Pour postuler, appelez le 718-481-8200 ou visitez RivertonStreetCharterSchool.org



Injections, tests, examens médicaux et fractures.

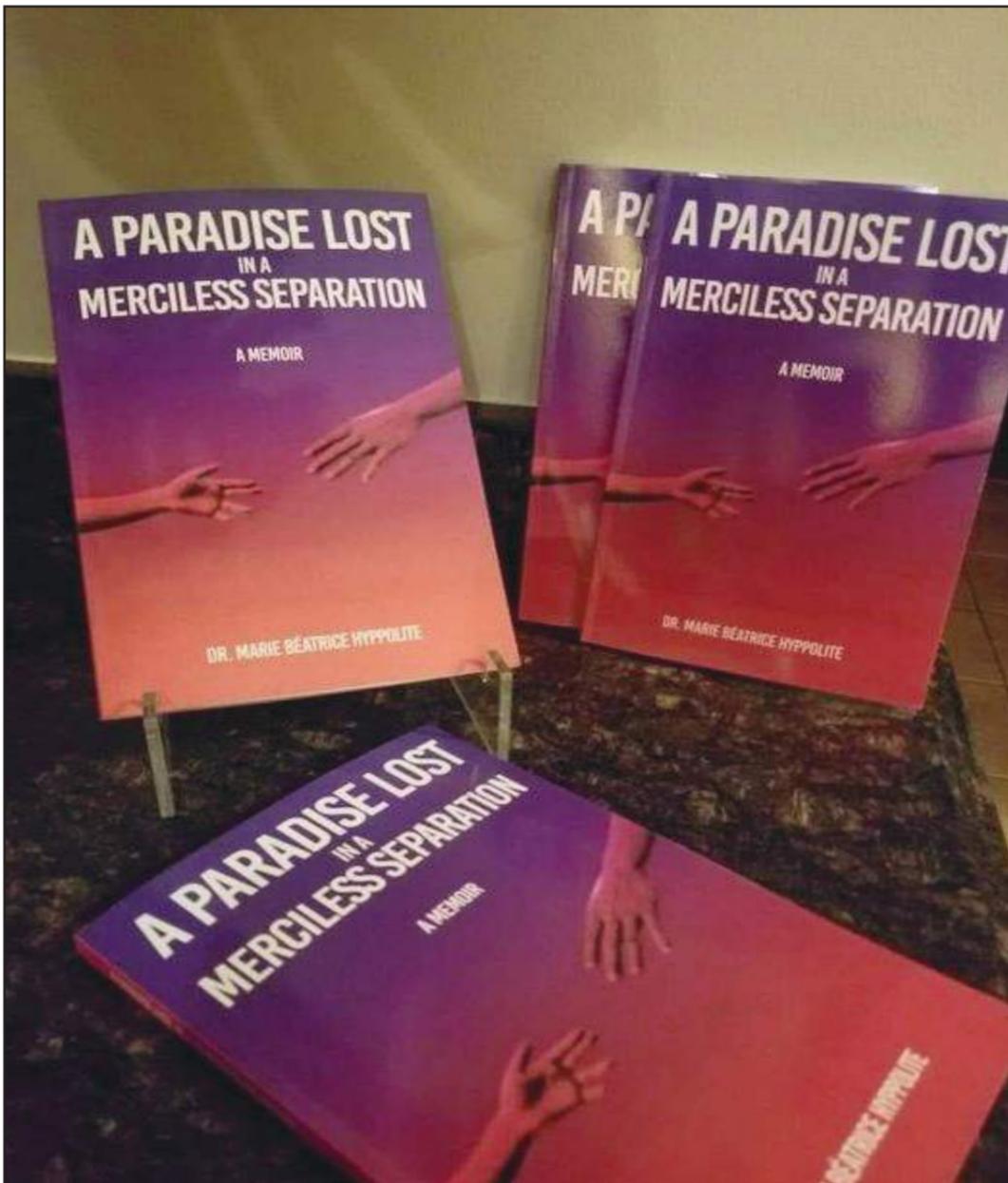
C'EST LA VIE.

Inscrivez-vous maintenant pour vous assurer que tout soit couvert par votre assurance-maladie à partir de 2024.



nystateofhealth.ny.gov

(855) 355-5777



LE FOOTBALL FÉMININ EN HAÏTI

La première liste controversée de Sébastien Migné à la tête des Grenadiers

Par Ricot Saintil

La sélection haïtienne a accueilli un nouvel entraîneur, Sébastien Migné, il y a plus d'une semaine. Originaire de France, Migné, dont le parcours n'est pas des plus prestigieux, a principalement exercé en tant qu'entraîneur adjoint et a dirigé des équipes de moindre envergure en tant qu'entraîneur principal. Sa nomination a soulevé plusieurs interrogations, et sa première liste de joueurs a été source de controverses, en raison notamment de la présence de certains joueurs expatriés évoluant dans des divisions inférieures et

de joueurs locaux inactifs depuis trois ans déjà. Cette liste semble indiquer une situation où l'entraîneur n'a pas le dernier mot dans le choix de ses joueurs, mais se voit plutôt imposer une liste.

À peine arrivé, Sébastien Migné doit faire face à des critiques légitimes concernant sa première liste controversée, comportant certains joueurs dont la sélection ne semble pas méritée pour diverses raisons. Cette liste comprend des joueurs cadres qui continuent d'évoluer régulièrement avec leurs clubs, tels que Ricardo Adé, Carlens Arcus et Duckens Nazon, et leur convocation sem-

ble tout à fait justifiée. D'autres joueurs, comme Metusala, Dandele Jean-Jacques et Deedson, représentent l'avenir de cette sélection, leur performance en club et en sélection étant largement convaincante. Cependant, la présence d'autres expatriés pose problème, car ces derniers évoluent dans des divisions inférieures et des championnats de seconde zone en Europe. Depuis leur première convocation, ces joueurs n'ont rien apporté à la sélection, et leur présence ne peut être justifiée en aucune manière. On pourrait citer à titre d'exemple, Martin Expérience et Jeppe Simonsen, ces

demiers n'ont apporté aucune valeur ajoutée aux Grenadiers.

La présence des joueurs locaux est une absurdité et un véritable scandale. Le football local est à l'arrêt depuis trois ans, et les joueurs locaux étaient inactifs jusqu'au début du mois de mars 2024. De juin 2021 à 2024, ils n'ont participé à aucune compétition. Pourtant, ils sont six à être convoqués par l'entraîneur, sur la base de critères peu clairs. Rien de rationnel ne peut justifier leur sélection. En général, la convocation en équipe nationale est basée sur les performances, qui nécessitent des matchs de compétition

pour être évaluées. Or, il n'y a pas eu de compétition nationale en Haïti depuis 2021. Par conséquent, des questions légitimes se posent quant à la capacité et à l'autorité de Migné pour diriger une sélection nationale, semblant incapable de faire ses propres choix.

La convocation des joueurs locaux ne trouve d'explication logique que dans le désir des membres du Comité de normalisation d'obtenir la sympathie des clubs participant au championnat national spécial, une mascarade

Suite en page 12

DROITS DES FEMMES : LES FOOTBALLEUSES NE SONT ELLES PAS DES FEMMES ?

La FIFA dit protéger les femmes, mais laissent maltraiter les footballeuses

Par Jacques Brave

Le récent 8 mars, la semaine écoulée, journée mondiale des droits de la femme, malgré l'extrême précarité de la vie, en Haïti, a été encore marquée l'actualité; des célébrations, pas avec la solennité habituelle, ont eu lieu ça et là à travers le pays. Encore une

fois, cette journée a atteint son objectif, magnifier le rôle de la femme et le devoir de respecter ses droits, du moins, en théorie, dans les discours, car, dans la pratique, c'est tout autre chose. Dans bien des domaines, chez nous, c'est simplement un, mais la situation sur le terrain est tout autre; c'est simplement le discours qui a changé; il est vrai dans notre pays et, fait très révoltant, plus les discours sont pompeux, plus dans la pratique on oublie celles que l'on dit vouloir protéger ou promouvoir les droits, les femmes,



Nella Joseph avec le coach Fresnel Duchatelier. Les autres joueuses Wilda Vilbrun et Michèle Etienne en 1978 au stade Sylvio Cator

une des stratégies utilisées pour l'enrichissement illicite de leur fondateur; la meilleure preuve de cette affirmation est la situation des footballeuses haïtiennes. De plus en plus, toutes les analyses de la cause de nos récents malheurs comme pays convergent vers la corruption et le blanchiment d'argent; blanchiment de l'argent venu des vols de l'argent public des fonds de l'État et comme dans tous les pays d'Amérique latine du trafic de drogue; récemment de grands médias internationaux ont souli-

gné combien Haïti s'engloutit dans le Traffic de la drogue; de plus en plus il se confirme que pour monter le scandale, qui a détruit le football haïtien, provient de deux sources: des BARONS DE LA DROGUE, qui se sont déguisés en dirigeants de clubs et leur action se fait à deux niveaux: dans les recettes de match dont ils font enfler les chiffres à volonté, et aussi les transferts de jeunes joueurs à l'étranger. Il suffit de noter les deux clubs qui ne font presque pas de recettes de match et qui pourtant paient les plus élevés salaires et surtout attirent les meilleurs jeunes joueurs du pays. Récemment, la patronne et leader du complot a eu l'audace de présenter les deux (2) maîtresses que ces barons choisissent pour manager leurs clubs ont été choisies par le Comité fédéral comme membres de commissions de la CONCACAF!!! Oh! Oh! souhaitons, comme le craint un fan du Racing des Gonaïves, dimanche dernier, lors de la défaite de son club, face à son adversaire du Nord que cette dame ne soit menottée, lors d'une réunion de la commission de la CONCACAF. Comment s'est-on arrangé pour faire courir le risque d'aviilissement du pays en désignant deux personnages d'une si funeste réputation pour représenter le football féminin; et ce n'était pas la première fois: lors de la récente Coupe du monde féminine 2023, en Australie, la FHF avait couru le risque, et fait l'injure au pays d'inviter et d'inclure la maîtresse d'un baron dans délégation officielle d'Haïti.

D'autant plus étonnant, dans un pays où le football féminin est bien implanté depuis un demi-siècle avec beaucoup de personnalités féminines respectées dans la société pour leur brillante carrière dans le football comme joueuse, et qui sont restées dans le pays des figures de proue de la société, autant par leur passé d'athlète de haut niveau, mais comme professionnelle accomplie.

L'autre et grand étonnement, c'est l'attitude de la FIFA, qui s'est laissé piéger dans un domaine qu'elle même considérait comme un facteur de zéro tolérance; à preuve c'est cette FIFA

qui a institué et exigé des associations membres de satisfaire aux exigences d'une licence des clubs justement dans le but d'empêcher que le football et sa réputation ne



Nella Joseph A gauche en 1981 à l'aéroport de New York, en partance pour la coupe du monde féminine CHINE TAIWAN en 1981. Marie Louise Gauthier est à droite

qui a institué et exigé des associations membres de satisfaire aux exigences d'une licence des clubs justement dans le but d'empêcher que le football et sa réputation ne

Suite en page 12